

Révolution Internationale

sommaire

DJIBOUTI	p. 2
P.C.F.	p. 3
USA	p. 3
LUTTE DE CLASSE MONDIALE	p. 7
CRISE A L'EST	p. 8
"UNION OUVRIERE"	p. 6

mensuel février 76 n°23

2 F

EDITORIAL

Le Courant Communiste International vient de tenir son premier Congrès.

Il y a un an, RI avait pris l'initiative de convoquer à une Conférence Internationale divers groupes révolutionnaires qui se réclamaient d'une même orientation politique générale ; nous avions rencontré de fortes résistances à notre proposition de constituer une organisation révolutionnaire internationale unie. Nous basions notre proposition sur l'analyse de la situation de crise générale dans laquelle plonge le capitalisme mondial débouchant sur le développement d'un affrontement de classe entre le Capital et le Proletariat. Face à une telle perspective, les révolutionnaires ne pouvaient assumer les tâches qui sont leur raison d'être, qu'en orientant leurs efforts vers un regroupement indispensable vers la constitution d'une organisation internationale unie sur la base de positions fondamentales et d'une orientation politique cohérente. Les événements de la dernière année ont confirmé et justifié notre préoccupation. Ils ont démontré que ce regroupement et cette organisation sont des nécessités qui correspondent à la situation actuelle, et rien ne subsiste de valable des objections qui avaient été faites alors. Le Premier Congrès du CCI a constaté les progrès réalisés quant à l'élaboration théorique, l'intervention, la parution de la presse et la diffusion des idées communistes dans la classe. L'activité du CCI a permis l'intégration d'un nombre croissant de militants, la constitution d'une section en Belgique, d'embryons ou noyaux en Allemagne, Espagne, Canada, et la prise de contacts avec des groupes ou éléments d'autres pays.

Le Congrès a centré ses débats sur l'élaboration de la plateforme. Un tel document fondamental est pour nous, non une pièce de musée, mais un document politique vivant, contenant les acquis théoriques, les principes révolutionnaires élaborés au cours de l'histoire de la lutte du prolétariat, document ouvert aux enseignements des problèmes futurs auxquels se confrontera notre classe. La plateforme est désormais la base programmatique du CCI comme un tout organique à partir de laquelle s'élabore l'activité du CCI.

Avec la plateforme, le Congrès a adressé à la classe un manifeste, publié ici, qui analyse la période actuelle, l'enjeu des prochains combats, les tâches du prolétariat et du CCI dans ses luttes.

Enfin, le congrès a consacré une partie de ses travaux à l'examen de la situation internationale.

Nous avons la conviction que ce premier congrès constitue un pas significatif dans l'activité révolutionnaire actuelle. Nous connaissons nos faiblesses, les difficultés futures, la vulnérabilité de toute organisation de la classe ouvrière (soumise à la pression de l'ennemi). Pour tout cela, parce que nous avons cette pleine conscience, nous redoublons de vigilance, afin de consolider, renforcer et sauvegarder à la classe cette organisation révolutionnaire qu'est le CCI.

la vague de grèves en Espagne

LE PROLETARIAT MONTRE SA FORCE

... ET LA GAUCHE UTILISE SES FAIBLESSES.

La banlieue industrielle de Madrid quasiment paralysée ; le métro de la capitale, les postes, les chemins de fer nationaux militarisés par le gouvernement pour fait de grève ; des quartiers industriels entiers (tels Getafe et Villaverde près de Madrid) sous le contrôle des assemblées de grévistes ; des piquets de grève qui parcourent les concentrations industrielles mettant en grève les usines sur leur passage ; grèves à Barcelone (les travailleurs du bâtiment affrontent quotidiennement la police au centre de la ville) et dans toute la zone industrielle qui l'entoure. (Bajo Llobregat, Vallès...) grèves et manifestations ouvrières à Valencia, à Saragosse, à Valladolid, à Tarragona, à Vitoria, à Aranjuez, dans toutes les mines des Asturies, à Murcia, Cadix, Alicante, Cordoba, Segovia ...

Fraga a beau déclarer à la presse française qu'en Espagne "l'agitation sociale est une tradition en janvier et février, car c'est l'époque où se négocient les conventions collectives", la vague de grèves qui vient de secouer ce pays pendant le mois de janvier est la plus importante depuis les années 30. Il y a eu pendant ce seul mois plus d'heures de grève que pendant toute l'année 75, qui fut loin de représenter une année "tranquille". Et ce n'est pas fini ... Les récentes reprises du travail ont souvent été faites à coups de "promesses", et, comme nous le verrons, de manoeuvres grossières de l'opposition "syndicaliste et démocratique" qui jouit encore d'une influence certaine dans la classe ouvrière. Or, non seulement nombreuses sont les grèves qui continuent, mais, au moment même où sort ce journal, à Pampelune, Vitoria et Sabadell, trois des centres de plus grande tradition prolétarienne, de nouvelles luttes s'engagent.

(SUITE PAGE 4)

FRANCE

FOS-SOLMER : DES ESPOIRS

TOMBENT A L'EAU

Lorsque les 280 travailleurs des hauts fourneaux de la Solmer à Fos se mettent en grève, ils sanctionnent l'échec de ce qui a représenté l'espoir des sidérurgistes français dans les années 60, ce nouvel eldorado capitaliste avec la marche en avant de la sidérurgie sur l'eau : Fos.

le mythe de Fos

Le projet était de taille, mais avec la crise il en a été comme de ces baudruches qui, énormes à l'origine, ne cessent de se dégonfler. En 1970, l'INSEE prévoyait dans la région de Fos la création de 70 000 emplois, d'autres, plus optimistes encore, prévoyaient même 150 000 emplois, c'est en fait 15 000 emplois qui sont apparus alors que le chômage dans la région n'a cessé d'augmenter (62 000 dans les Bouches-du-Rhône). A la Solmer, était prévue une capacité de production de

(SUITE PAGE 2)

ANGOLA : LA PAIX DES TOMBES

La guerre d'Angola se termine avec la victoire du MPLA, soutenu par le bloc soviétique. La bourgeoisie du monde entier peut saluer l'"indépendance" d'une nouvelle nation, ce qu'elle n'avait pu faire le 11 Novembre 1975, lors de la proclamation officielle de cette indépendance. Le PC, juste défenseur des "peuples opprimés" peut proclamer l'"importante victoire du peuple angolais" contre l'impérialisme, et il pourrait même se vanter d'avoir gagné à sa cause les différents Etats du monde puisque ceux-ci, les uns après les autres, reconnaissent la République Populaire d'Angola (MPLA) comme l'authentique gouvernement du pays, la légitime expression de sa population! Les gauchistes peuvent se joindre à ce concert, eux qui dès le départ ont appelé la classe ouvrière à "ne pas s'abstenir" dans le conflit d'Angola, et au "soutien massif et permanent au MPLA" (Rouge) ; eux qui ont appelé "les travailleurs à ne pas rester neutres dans un affrontement entre le MPLA et les forces qui ont accepté de servir ouvertement l'impérialisme" (LO). Les bordiguistes du "Prolétaire" peuvent se réjouir de l'"encouragement formidable" que constitue la victoire du MPLA, et de sa "portée historique" comme "victoire du mouvement d'émancipation de la race noire contre l'oppression séculaire perpétrée par la race blanche".

Au nom du peuple, au nom de la race, au nom de la classe ouvrière, pour tous l'"indépendance" et la "libération" de l'Angola que consacrerait la fin du conflit, constituent une victoire

A l'époque de la décadence du système capitaliste, dans le cadre du marché mondial devenu trop

étroit pour les forces productives, il n'y a plus de place pour l'"indépendance" d'une quelconque nation. Depuis le début du siècle, les révolutionnaires dénoncent les luttes de libération nationale pour ce qu'elles sont : non pas une étape "progressive" vers la révolution, non pas un terrain de lutte pour la classe ouvrière, non pas un combat contre l'impérialisme, mais LE TERRAIN DES AFFRONTEMENTS INTER-IMPÉRIALISTES, UN MOMENT DE LA LUTTE ARMÉE ENTRE LES BLOCS qui se partagent le monde.

Le déroulement du conflit angolais comme son aboutissement en est une démonstration éclatante. Le champ de bataille sanglant que les Portugais ont laissé derrière eux où, aux côtés et à la place même des différents fronts et mouvements de libération nationale, se battaient des milliers de cubains, des troupes zaïroises, des régiments sud-africains, des mercenaires européens et américains, n'a pu laisser aucune illusion sur la nature internationale du conflit. Aux yeux du monde entier, URSS et USA ont décidé du sort de l'Angola, et c'est seulement dans ce contexte qu'on peut comprendre ce conflit qui, comme toutes les luttes de libération nationale, a eu le monde entier pour théâtre, le prolétariat pour chair à canon et la barbarie croissante pour perspective.

le jeu des grandes puissances

Depuis la seconde guerre mondiale la guerre n'a jamais cessé dans le monde. Dans tous les coins et les recoins de la planète, les puissances impérialistes se sont affrontées d'une façon constante par fractions nationales interposées. On ne peut énumérer ici tous les

conflits de premier ou de second ordre qui ont marqué cette période et dont le Vietnam est l'exemple plus éclatant. Avec l'entrée du système dans une nouvelle crise, à la fin de la période de reconstruction d'après-guerre, c'est avec une vigueur redoublée que les deux plus grandes puissances impérialistes, les USA et l'URSS, s'affrontent dans des conflits localisés qui tendent à se déplacer de la périphérie (Indochine, Bengale) vers les centres vitaux du système (Moyen-Orient, Bassin Méditerranéen, Afrique). La nécessité d'étendre sa domination sur le monde, la nécessité d'une élimination violente de son concurrent, s'imposent à chacun des blocs, qui, pour y faire face, renforce sa cohésion. Dans des luttes de plus en plus féroces, américains et russes confrontent leur puissance avec les armements les plus raffinés et les plus monstrueux qui puissent exister. La boucherie d'Angola en est le dernier exemple : c'est là où le massacre inter-impérialiste vient d'atteindre un nouveau sommet.

L'actuelle reculade des USA en Angola qui s'est concrétisée dans le retrait des troupes sud-africaines et zaïroises, combattant aux côtés du FNLA et de l'UNITA, a consacré la République Populaire d'Angola (MPLA). Face à ce désengagement, il en est encore pour parler d'"isolationnisme" américain, alors que les conflits inter-impérialistes dans le monde se multiplient, que les antagonismes s'exacerbent et s'aggravent et qu'il ne peut en être autrement dans le monde capitaliste décadent où l'impérialisme est le seul moyen de survie du système. Mais plus nombreux sont ceux qui par-

(SUITE PAGE 5)

DJIBOUTI

LES DERNIERS FEUX DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

La décadence a contraint tous les pays qui, dans cette période, ont accédé à l'indépendance formelle, juridique, à "choisir" un ou des protecteurs sans être en mesure de développer un véritable capitalisme national. C'est un phénomène de l'impérialisme. Les mêmes causes engendrent des effets identiques. Aujourd'hui, la crise accélère le processus de renforcement des blocs impérialistes. Les impérialismes secondaires (comme celui de la France), la plupart étant le simple héritage d'un passé colonial, s'effondrent peu à peu. Sous la pression de la crise, ils doivent de plus en plus lier leur intérêt particulier à celui d'une puissance plus forte pour résister au resserrement de leur marché. Banale manifestation d'une concurrence de plus en plus impitoyable qui se livre partout et à tous les niveaux. Cette concurrence tend à se concentrer, à se cristalliser à travers des blocs. Les USA et l'URSS sont, depuis YALTA, les seules puissances autour desquelles puissent se former des blocs qui se partagent le monde. C'est ce qu'atteste l'exemple de Djibouti.

Alors que Djibouti constitue un des derniers vestiges de l'empire colonial français, ce ne sont ni son passé commercial, ni les ressources (inexistantes) du territoire (la Côte française des Somalis, rebaptisée en 1967 "Territoire français des Afars et des Issas") dont Djibouti est la capitale, qui excitent la convoitise des 2 impérialismes qui - par Somalie et Ethiopie interposés - vont désormais se disputer ce port.

Mais c'est sa situation stratégique, base militaire opérationnelle qui lui confère ce "privilège". Au sud de la mer Rouge, presque face à Aden, Djibouti contrôle la sortie du canal de Suez par le détroit de Bab-El-Mandeb dans le golfe d'Aden. C'est le pont rêvé entre la Méditerranée et l'Océan Indien, entre l'Afrique et le Moyen Orient. Partie de la "corne de l'Afrique" orientale, cette position en fait une future poudrière dans l'affrontement des blocs impérialistes.

Avec la France comme actuel "tuteur", ce territoire, petit mais bien encombrant, ne liquidera - par mouvements de "libération nationale" interposés comme en Angola ou au Sahara Occidental - son héritage colonial et la brutale domination qu'il subit actuellement que pour être le théâtre de sanglants affrontements. Dans ceux-ci, la population locale servira une fois de plus de chair à canon à la barbarie de la confrontation inter-impérialiste et à rien d'autre.

l'enjeu

Huit mois après la réouverture du canal de Suez, Djibouti n'a pas retrouvé son activité de 1966, avant la fermeture du canal : deuxième "station-service" de la mer Rouge après Aden - qui périclité aussi, le port n'a reçu la visite que de 135 navires en décembre 1975 alors qu'il en avait reçu 260 en décembre 1966. Le soutage constituait alors son activité principale (50 % de ses revenus) mais depuis, le prix de vente de son fuel oil ne lui permet pas d'être concurrentiel. Hors de Djibouti, il n'y a pratiquement rien hormis du sable, des cailloux et un soleil brûlant : le désert. Djibouti (120000 hts) abrite les 2/3 de la population du territoire. Et le port concentre toute son activité. A part quelques plants de coprah et un peu de jute, voilà toute la richesse économique du pays. A. Aref, président du conseil du Territoire et "ministre" du port, ne déclare-t-il pas tout crûment : "Le colonialisme, c'est des gens qui exploitent. Ici, il n'y a rien à exploiter et jusqu'à présent, nous avons fait appel au colonialisme pour avoir notre pain quotidien". Il y a bien sûr l'armée française et dans les quartiers africains, excepté quelques fonctionnaires ou des dockers Afars, la majorité de la population est inemployée.

La situation de Djibouti est tout dans ce petit territoire, enserré d'un côté par l'Ethiopie où

les militaires au pouvoir font du "socialisme" national à la sauce locale, soutenus activement - comme avant le renversement du Négus - par les USA, notamment contre les "rebelles" du Front de Libération de l'Erythrée (après une période où les appuis étaient exactement inversés). A l'est, se trouve la Somalie, pro-russe.

Djibouti est placée d'emblée dans une position où elle est l'enjeu d'intérêts impérialistes opposés. Sa place comme sujette d'une puissance française illusoire est intenable. Le problème de son "indépendance" est à l'ordre du jour. Mais quelle indépendance ? Le droit à celle-ci vient de lui être formellement reconnu par le référendum organisé par la France. Mais à la tête du territoire, le gouvernement français veut conserver son pion : Ali Aref.

Alors que d'un côté, les USA désirent faire de Djibouti la base de jonction entre leur sixième flotte en Méditerranée et la septième flotte du Pacifique après avoir dû évacuer leur centre de communication de Kagnew et les ports d'Assab et de Massawa, menacés par la guérilla du Front d'Erythrée. De l'autre côté l'URSS essaie d'asseoir un contrôle sur la région qui lui permette le libre transit de sa flotte vers l'Océan Indien à partir de la Baltique. L'URSS dispose déjà de solides bases avec les ports d'Aden (sud-Yémen) et de Berbera (Somalie).

L'URSS et l'autre exploitent les prétentions des rivalités locales : revendiquant les droits d'une communauté somalie, celle-ci se propose d'annexer Djibouti dans un projet de "Grande Somalie". L'Ethiopie, se disant menacée par "l'expansionnisme somalien" qui réclame aussi les provinces du Harrar et d'Ogaden sur son territoire, est prête à intervenir, désirant par Djibouti garder un accès oriental important à la mer en cas de sécession de l'Erythrée.

Alors que par l'intermédiaire des pays voisins de Djibouti, les impérialismes préparent un nouveau foyer pour leur affrontement, quel est le rôle qui reste dévolu à la France et aux mouvements de "libération nationale" ?

le jeu de la France

Pour "tenir" Djibouti, la France ne lésine pas sur les moyens : plus de 8000 hommes (gendarmes et douaniers, légionnaires et paras, armée de terre et un appoint de forces navales et aéronavales) sont affectés en permanence à ce territoire et assurent le fragile pouvoir d'Ali Aref. Jusqu'à présent, la France a voulu jouer sur la division des ethnies rivales : Afars et Somalis. C'est un échec. Aref a fait l'unanimité contre lui en perpétuant une domination coloniale qui s'exerce encore dans toute sa brutalité : Djibouti, "protégée" par un barrage de barbelés, est bien gardée. A l'intérieur de la ville, de continuelles perqui-

FRANCE FOS-SOLMER

(SUITE DE LA PAGE 1)

7 millions de tonnes d'acier, il semble bien que la réalisation de ce projet soit reportée aux calendes grecques et si aujourd'hui la capacité de production est de 275 000 tonnes par mois, en janvier 1975 c'est seulement 137 000 tonnes qui ont été produites.

En effet, la crise du capitalisme est là, qui touche de plein fouet l'industrie sidérurgique, le marché mondial est saturé, la concurrence de plus en plus sévère comme le manifestent les récentes mesures protectionnistes des Etats-Unis à l'encontre de la sidérurgie européenne et japonaise.

Face à cette situation, les sidérurgistes français vont réagir en faisant directement peser sur les travailleurs les frais de cette crise. A la Solmer, les ouvriers à travers les mesures de réduction d'horaires vont voir leurs salaires amputés de 7% tandis que les conditions de travail se dégradent avec l'augmentation des cadences : le nombre de coulées quotidiennes passe de 6 à 8, alors que les effectifs diminuent.

les syndicats contre la classe ouvrière

C'est dans ce cadre de crise et pour lutter contre la dégradation de leur niveau de vie qui en découle que les ouvriers des haut-fourneaux se mettent en grève le 21 janvier. A cela la direction réagit vivement en mettant en quelques semaines 4300 employés sur 6500 en chômage technique. On assiste alors aux grandes manoeuvres syndicales qui servent à freiner toute unification des luttes de manière à faire réintégrer le travail dans le calme et dans l'ordre. Pour cela, toujours les mêmes méthodes : diviser, isoler et diluer les luttes.

Alors que dans la région de Fos de nombreuses entreprises sont touchées par les grèves : Solmer, ICI, Ferrifos et les dockers, alors que dans toute la sidérurgie française, le mécontentement est profond et des débrayages ont lieu à Vallourec, Usinor, Trith-Saint-Léger, les syndicats insistent à Solmer sur les revendications spécifiques à l'usine déclarant : "Nos revendications reflètent les "desideratas" des salariés de Solmer et peuvent être réglés par un accord d'entreprise." La Journée Nationale d'Action du 6 février à l'initiative des syndicats est en fait une "journée de solidarité" pour briser toute solidarité réelle et empêcher l'extension de la grève à d'autres entreprises.

Face à une direction intransigeante les syndicats n'ont qu'un seul mot d'ordre : négociation. Les déclarations les plus répugnantes

sitions et un trafic de papiers d'identité permettent de rejeter les opposants au-delà des frontières (aussi bien en Ethiopie qu'en Somalie) ou de les concentrer dans des "cartonvilles" sur le chemin de la frontière, sans cesse "ratissés". Cette perpétuelle mainmise policière et l'action du gouvernement français (telles que la décision d'emprisonner les dirigeants "modérés" de la LPAI ou les déclarations désinvoltes de Stirn, secrétaire d'Etat des TOM-DOM, visant à justifier la situation actuelle) sont-elles de simples "maladresses" comme prétend la gauche française ? Ces mesures mettent en fait à nu les contradictions de la "voie vers l'indépendance".

Alors que "l'opposition" (LPAI, FLCS) déclare vouloir "coopérer" avec la France, pourquoi celle-ci ne joue-t-elle pas une autre carte que celle d'Ali Aref ?

Si la France joue le rôle de gendarme à Djibouti, alors que l'ère du colonialisme est terminée, c'est qu'elle ne peut que tendre à

se succéder : "Nous sommes prêts à discuter à tout moment sans aucun préalable", "Nous n'exigeons pas d'avoir totalement satisfaction sur tout". En bons gérants du capitalisme la CFDT, majoritaire à Solmer et la CGT donnent des leçons de gestion à la direction : "La situation dans l'entreprise était devenue explosive, il a suffi le 20 janvier que la direction commette une nouvelle erreur... pour qu'un conflit très dur s'enclenche". La CFDT et la CGT montrent que les revendications ne sont pas exagérées, en effet la CFDT déclare que la satisfaction des revendications n'"entrerait que pour 1,38% seulement dans le chiffre d'affaires de la Solmer". Si le patronat les écoutait un peu plus, tout serait pour le mieux dans le meilleur des mondes capitalistes possible.

La première victoire des travailleurs, c'est la lutte elle-même. C'est au travers de cette lutte que les ouvriers peuvent exprimer leur combativité, et celle des travailleurs de la Solmer est grande comme le manifestent les revendications des haut-fourneaux qui ne sont pas spécifiques et intéressent l'ensemble des travailleurs de Solmer, comme le manifeste la grande solidarité de tous les ouvriers de l'usine, comme le manifeste la réunion en assemblée générale, tous les matins, comme le manifeste l'intervention des femmes de grévistes.

Face à cela, les syndicats ont des difficultés à jouer leur rôle de chiens de garde du capital, à diviser les travailleurs et à leur faire reprendre le travail. Le 18 février, à la suite d'une assemblée générale houleuse où leurs manoeuvres de division ont échoué, c'est un appel angoissé qu'ils adressent à M. Ferry, Président de la Chambre patronale syndicale de la sidérurgie pour lui demander d'intervenir immédiatement : "la situation étant devenue impossible à régler à Solmer." Après un mois de grève, un mois où l'activité des syndicats a eu pour but de diviser les ouvriers, de faire s'opposer grévistes et chômeurs techniques, après une semaine de magouilles en assemblée générale, les syndicats ont assumé leur fonction : faire reprendre le travail. Ils vont certainement trouver de bonnes justifications, mais gageons qu'à travers cette expérience, les travailleurs tireront les conclusions qui s'imposent sur le rôle des syndicats : éviter le conflit ou l'enfermer pour finalement démoraliser les ouvriers et leur faire reprendre le travail dans les pires conditions comme à la Solmer.

J. J.

identifier ses intérêts nationaux à ceux de l'un des blocs en présence : celui constitué autour des USA, contre l'autre. Ce faisant, elle ne peut coopérer ouvertement avec la LPAI (Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance) - qui a son siège à Mogadiscio -, ni avec la frange nationaliste plus "radicale" du FLCS (Front de Libération de la Côte des Somalis), auteur de la prise d'otage qui fit couler tant d'encre - sans un retournement de ses alliances stratégiques.

A travers la "guerre d'un quart d'heure" à Loyada (le plus bref engagement de toute l'histoire !), le jeu à venir était clair. Mais la rapide désescalade sous la pression internationale a montré que les vaisseaux ne pouvaient être trop rapidement brûlés. Pas plus les USA qui souhaitent que la France lui serve encore de "tampon" dans cette région du globe que l'URSS, encore "grillée" par ses activités en Angola, ne tiennent à envenimer trop rapidement le conflit.

(SUITE PAGE 6)

FRANCE UN ARDENT DEFENSEUR DU CAPITAL NATIONAL : LE P.C.F.

Le premier congrès de l'Internationale Communiste s'était tenu en 1919 sous la double bannière de l'internationalisme et de la lutte contre la démocratie bourgeoise pour la dictature du prolétariat. Le XXIIème congrès du Parti Communiste Français, fondé en 1921 comme Section Française de l'Internationale Communiste s'est tenu du 4 au 8 février sous le drapeau de la France et de la démocratie, abandonnant toute référence à la "dictature du prolétariat". "Une voie démocratique au socialisme, un socialisme pour la France", tel est le slogan qui s'étalait sur la tribune de ce congrès.

Le fait est que, depuis quelques mois, le PCF ne ménage aucun effort pour se présenter comme le plus grand défenseur de la démocratie, de la liberté et de la nation française. Sur le plan intérieur, il mène avec fracas des campagnes en faveur d'une "charte des libertés", couvre les murs d'affiches sur lesquelles on peut lire : "j'écris ton nom, liberté", dénonce les atteintes à la démocratie et au suffrage universel perpétrées par le pouvoir giscardien. Sur le plan extérieur, ce grand pourfendeur des campagnes "antisoviétiques" se distingue lui-même dans ce domaine en dénonçant les camps d'emprisonnement en URSS, l'internement de Léonid Pliouchtch en asile psychiatrique, tout cela sur un ton qui dépasse de loin celui de la "désapprobation" de l'occupation de 1968 de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de Varsovie. Enfin, ces derniers temps, les dirigeants stalinien n'ont pas manqué une occasion de pousser des "cocoricos" tonitruants : depuis les déclarations de Ségué à Saint-Etienne vantant les mérites des fusils français en passant par les louanges au "Concorde" (1) et jusqu'aux déclarations de Marchais clôturant le congrès par une exaltation de "la richesse, la valeur, l'originalité de la nation française" et affirmant hautement que "tout ce qui est national est nôtre".

Pour certains, l'actuelle "démocratisation" du PCF ainsi que des autres partis communistes européens, l'affirmation de leur spécificité nationale, indépendante de l'URSS serait un fait "nouveau", correspondrait à une profonde mutation de ces partis, à un processus irréversible.

Nous essaierons de faire apparaître qu'il n'y a réellement rien de neuf dans la nature des partis stalinien depuis le moment, à la fin des années 20, où ils sont devenus des défenseurs acharnés de l'ordre capitaliste.

des partis nationaux : les partis "communistes"

Une question a provoqué, au sein du mouvement révolutionnaire de grandes discussions : celle de la nature "nationale" des partis stalinien. Très longtemps, certains courants ont pensé qu'il s'agissait là de simples agences de la bureaucratie russe dont la seule fonction aurait été de défendre les intérêts nationaux de l'URSS. L'ensemble des partis stalinien aurait constitué, en quelque sorte, une "internationale de la bourgeoisie" au service exclusif du capital russe.

En fait, ce qui doit être clair, c'est qu'une Internationale ne peut être que prolétarienne. Le prolétariat est la seule classe de

la société dont les intérêts dépassent le cadre national et s'y opposent. Pour toutes les autres classes, et en particulier pour la bourgeoisie, le cadre le plus étendu au sein duquel puissent s'exprimer leurs intérêts, liés à la propriété privée, est le cadre national. C'est pour cela qu'une Internationale ne peut pas devenir un organe de la bourgeoisie. Quand elle cesse de défendre des intérêts prolétariens, elle ne dégénère pas, elle meurt. Ce fut le sort de l'Internationale Communiste au milieu des années 20. Le refus de s'opposer à la guerre impérialiste pour la première, l'adoption de la doctrine de la "construction du socialisme dans un seul pays" pour la seconde, signifiaient, malgré leur survie formelle, leur mort effective. Si l'Internationale ne peut pas passer à l'ennemi de classe mais disparaît, les partis qui la composent, par contre, peuvent survivre, non plus comme organe du prolétariat mais comme partis de défense des intérêts nationaux, c'est-à-dire comme partis du capital national, de la bourgeoisie.

C'est ainsi qu'on peut voir les différents partis communistes issus de la 3ème Internationale défunte se vautrer, dès avant la 2ème guerre mondiale dans toutes sortes de politiques nationales plus ou moins déguisées : "libération sociale et nationale" pour le PC allemand en 29, "bloc des Quatre Classes" pour le PC chinois en 26, "fronts populaires et de défense nationale antifasciste" pour l'ensemble des PC d'Europe à la fin des années 30. C'est comme partis nationaux et patriotiques, que ces différents partis participent activement à la seconde guerre mondiale en principaux animateurs de la "Résistance" et

qu'après la guerre impérialiste, ils sont présents dans neuf gouvernements de "reconstruction nationale".

le lien des partis "communistes" avec l'URSS

Les partis "communistes" sont donc, depuis longtemps, des partis du capital national. Comme tels, dans un monde divisé, depuis l'entrée du capitalisme dans sa phase de décadence, en grands blocs impérialistes par rapport auxquels chaque capital national doit se déterminer, ils représentent en politique internationale une option favorable à l'insertion dans le bloc russe. C'est donc parce qu'ils sont, avant tout, des partis nationaux, soucieux de mettre le capital dont ils assurent la défense sous la protection de la puissance qui leur paraît la plus apte à l'assurer qu'ils peuvent apparaître comme des partis liés à l'URSS. Quand surviennent des contradictions fondamentales entre la défense du capital national et la défense de l'URSS, c'est toujours en faveur du premier qu'ils sont amenés à trancher.

Ainsi, en 1939, la signature du pacte russo-allemand provoque une crise au sein du PCF qui, à l'exception de sa sphère dirigeante, passe massivement dans la "Résistance" avant même l'ouverture, en 1941, des hostilités entre Allemagne et URSS. De même,

(SUITE PAGE 6)

(1) L'Humanité du 18 février se vante de ce que M. ZIEGLER, ancien PDG de la SNIAS, ait "signé la pétition lancée par la fédération CGT de la métallurgie pour la poursuite du programme Concorde, contre l'abandon de l'aéronautique et pour l'indépendance nationale".

USA : La reprise américaine : un tour de passe-passe

. 2ème partie .

Nous avons vu, dans la première partie de cet article publié dans le N° 8 de la revue de notre courant aux Etats-Unis "Internationalism", comment la bourgeoisie américaine se révèle absolument incapable de faire face tant à la récession qu'à l'inflation galopante, autrement que par une inflation de mots, comment toutes les politiques miraculeuses annoncées n'étaient, en fin de compte, que de la poudre aux yeux destinée à masquer la profondeur de la crise qui frappe le capitalisme.

les objectifs véritables de la bourgeoisie américaine

Le fait que les déclarations confiantes de la bourgeoisie sur le redressement n'aient aucun fondement, ne signifie pas que celle-ci n'ait aucune stratégie pour réagir face à la crise mondiale. Depuis le début de celle-ci, la bourgeoisie américaine s'est unifiée autour d'une stratégie à deux volets destinée à reporter les effets les plus catastrophiques de cette crise sur les autres Etats capitalistes (tant ceux appartenant à son propre bloc que ceux de ses rivaux) ET sur la classe ouvrière.

Le déficit commercial de 1971, le premier de l'histoire des USA au XXème siècle, a confronté la bourgeoisie à l'évidence de la nature catastrophique de la crise à laquelle elle devait faire face. La reconstruction des industries européennes et japonaises ruinées par la guerre, ainsi que la surévaluation du dollar ont érodé de façon très sensible la compétitivité du capital américain sur le marché mondial. En même temps, le marché intérieur américain était envahi par les textiles, les vêtements, les chaussures, les acces-

soires, les appareils photo, les automobiles et l'acier venus d'Europe et du Japon. L'industrie lourde (acier, automobile) a connu le même sort que celui qui avait frappé auparavant l'industrie légère (textile, chaussures, etc. et s'est montrée incapable de se défendre contre la concurrence étrangère. Au milieu d'un marché mondial saturé, le capital américain ne pouvait améliorer ses positions qu'aux dépens des autres Etats capitalistes. C'est cette tâche qu'il a entreprise avec deux dévaluations du dollar (1971 et 1973) et une série de mesures protectionnistes, comme les surtaxes à l'importation de

1971. Malgré la contraction brutale des échanges mondiaux des deux dernières années et la concurrence toujours plus acharnée sur le marché mondial, dans laquelle chaque Etat capitaliste dispute aux autres un plus grand morceau d'un gâteau qui va en se rétrécissant, le capital américain a intensifié sa contre-attaque et rétabli en bonne partie le tranchant de sa compétitivité aux dépens de ses rivaux. Les hausses du prix du pétrole auxquelles a procédé l'OPEP, sur la lancée de la guerre du Kipour de 73, et que la bourgeoisie américaine se plaisait à présenter

comme la cause de la crise économique présente, ont en fait contribué au renforcement du capital américain par rapport à l'Europe et au Japon. La fameuse "crise du pétrole" qui avait été provoquée par les hausses de prix de celui-ci, est un écran de fumée cachant la réalité d'un transfert massif de richesses de l'Europe et du Japon vers les USA, par l'intermédiaire de l'Iran et des pays arabes producteurs. Dépendant militairement et financièrement des USA, incapables d'avoir une action indépendante au Moyen-Orient, l'Europe et le Japon ont dû se résoudre à un accord aux termes duquel des milliards de dollars supplémentaires ont trouvé le chemin de la trésorerie des pays de l'OPEP pour être alors "administrés" par Wall Street ou être récupérés par les USA en échange de matériels militaires, de biens d'équipements et de produits agricoles, renforçant par là-même la balance commerciale américaine. En plus de ce transfert de richesses vers les USA, les marchandises des pays européens et du Japon sont devenues moins compétitives sur le marché mondial dans la mesure où leurs prix ont dû refléter l'augmentation considérable du pétrole importé et dont les économies de ces pays sont totalement dépendantes. Le Capital américain a été le bénéficiaire de ce "handicap" qui a pénalisé ses concurrents.

Ce ne sont pas seulement les puissances de second plan du bloc américain qui ont dû céder le pas devant cette offensive de la bourgeoisie américaine. Le Capital a-

méricain a également acquis des gains significatifs aux dépens du Capital russe. L'éloignement de l'Egypte et du Soudan du bloc russe, a ouvert aux USA d'importants nouveaux marchés dans le monde arabe. Les USA ont également pris place sur les marchés Est-européens qui ne sont plus entièrement contrôlés par les Russes et où les capitaux allemands, italiens et suédois doivent faire face à une concurrence puissante de la part des USA.

L'attribution de la "clause de la nation la plus favorisée" à la Roumanie au début 75, symbolise la force croissante du capital américain dans cette région qui avait été fermée à sa pénétration pendant plus de 20 ans. Le capital américain a également réussi à profiter de l'ouverture limitée du marché intérieur russe que l'Europe et le Japon avaient pensé pouvoir monopoliser. Enfin, la tempore flambée des prix des matières premières, qui a précédé leur effondrement de ces deux dernières années, a momentanément grossi les réserves monétaires de quelques pays du Tiers-Monde et par suite

a créé des marges pour les armements et les biens de production dont les Etats-Unis se sont également approprié une bonne part. Tout cela a contribué à la constitution d'un excédent commercial de 75 milliards de dollars dans les neuf premiers mois de 75.

Cependant, si la place relative du capital américain sur le marché mondial s'est améliorée de façon

(SUITE PAGE 4)

réunions ouvertes

REVOLUTION INTERNATIONALE organise régulièrement des réunions ouvertes et des permanences à Paris et dans plusieurs villes de province : Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Marseille, Rouen, Toulouse, Auxerre.

La prochaine réunion ouverte de la section de Paris aura lieu le 10 avril à 17 h. au 27, avenue de Choisy (salle verte, premier étage) Paris 13^{ème}. Des permanences ont lieu tous les samedis à 14 h 30, au même endroit.

Pour tous renseignements sur les réunions ouvertes et les permanences des sections de province, écrire à : RI, BP 219, 75827 Paris Cedex 17.

publications du c.c.i.

ACCION PROLETARIA (Espagne)
Ecrire à l'adresse de RI.

INTERNACIONALISMO (Venezuela)
Ecrire à l'adresse de RI.

INTERNATIONALISM (U.S.A.)
P.O. Box 961
Manhattanville Station
365, West 125 St.

INTERNATIONALISME (Belgique)
210 Amerikalei
2000 Antwerpen

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE (Italie)
Ecrire à l'adresse comme suit :
Sandro Saggiaro
Casella Postale 85/6
35 100 Padova

WORLD REVOLUTION (Grande-Bretagne)
Ecrire à l'adresse comme suit :
Box 56 197, King's Cross Road
London WC 1

dernières publications

REVUE INTERNATIONALE N° 4
Thèses sur la situation en Espagne
"Bilan" : Leçons d'Espagne 36 (I)
Thèses sur la situation au Portugal
Adresse aux révolutionnaires (Congrès constitutif d'Internationalisme - Belgique - oct. 75)
Salut à "Internationalisme"
Correspondance Interne :
1) Lettre à Diversion (Argentine) ;
2) Lettre à "Arbetarmakt" (Suède)

REVUE INTERNATIONALE N° 5
(à paraître)
Tous les textes présentés et adoptés au Premier Congrès du Courant Communiste International (cf. "Editorial", page 1).

INTERNATIONALISME N° 3 - Fév. 76
Editorial
Situation en Belgique
A propos des groupes d'usine, des comités ouvriers et de l'autonomie de la lutte prolétarienne
Crise dans le bloc de l'Est
Réunions ouvertes : Lutte de classe ou modernisme.
Manifeste du C.C.I.

ACCION PROLETARIA N° 7 - Fév. 76
Ni verticales ni horizontales : la lucha autonoma de la clase - Como actuan los sindicatos democraticos en Europa - Manifiesto de la C.C.I.

La plateforme, les textes et résolution du Congrès paraîtront dans le n°5 de la REVUE INTERNATIONALE.



ESPAGNE

LE PROLETARIAT MONTRE SA FORCE!

SUITE DE LA PAGE 1

Depuis le début des années 70, les luttes ouvrières avaient atteint dans ce pays des sommets particulièrement développés, prenant parfois des formes quasi insurrectionnelles comme à Pampelune, à Vigo, à El Ferrol, au Bajo Llobregat. Cependant, ces éclats étaient toujours restés isolés. La dernière vague de janvier, si elle fut d'une intensité souvent inégale, vient cependant marquer un nouveau pas fondamental en donnant à la lutte une ampleur géographique sans précédent.

Il serait illusoire de croire que l'importance des derniers mouvements est le fruit de la soi-disante "libéralisation" du régime et de la tolérance croissante de celui-ci à l'égard des "organisations démocratiques" constituées par l'opposition. Malgré les déclarations "aperturistes" d'un Fraga et l'accueil par le ministre du travail de la délégation de grévistes, les tirs contre les manifestations en Andalousie, la militarisation des secteurs publics en grève, la prise par l'armée de la centrale des postes à Madrid qui prit la forme d'un véritable assaut armé, les 8 travailleurs des postes qui doivent passer en cour martiale, le matraquage de centaines de manifestations, sont là pour le prouver. Quant au jeu des forces de "l'opposition démocratique", appelant partout au calme, brisant systématiquement les grèves, s'opposant aux mouvements de solidarité, déclarant à l'égard de la grève du métro de Madrid par la bouche de Camacho, chef des commissions ouvrières, "avant que la transformation de celle-ci en principal catalyseur des luttes à Madrid l'oblige à se rétracter- qu'il s'agissait d'une "provocation", essayant par les "enlaces" et les "jurados" démocratiques de vider les assemblées ouvrières de toute force autonome, tout ce travail de sabotage systématique des luttes "de l'intérieur", montre que ce n'est pas le développement des "forces démocratiques" qui est à l'origine des récentes luttes. C'est au contraire le développement des luttes depuis des années en Espagne qui a contraint la bourgeoisie à tenter de mettre en place un appareil répressif aux allures "démocratiques".

C'est à l'efficacité de celui-ci, due en grande partie aux illusions qu'entretient encore la classe ouvrière à l'égard de l'"anti-franquisme", que la bourgeoisie espagnole doit le relatif rétablissement de l'ordre obtenu au début de ce mois...

C'est cet appareil d'encadrement "démocratique" de la classe ouvrière qui a su rester parfaitement silencieux sur les militarisations, qui a su proposer, par les représentants syndicaux des secteurs en grève à Madrid (C.A. Bâtiment, Assemblée permanente du métal, UTT Getafe, C.G. de la Banque, Arts Graphiques) "une solution négociée du conflit", dès le 17 janvier, déclarant "qu'ils ne voulaient absolument pas étrangler l'économie espagnole", "qu'il ne s'agissait pas de subversion", et aux travailleurs, en pleine apogée du conflit: "la force n'est pas de notre côté" !! C'est toujours lui qui, par la bouche du "jurado" de l'usine Standart, usine qui fut le fer de lance de la grève, jeta à l'assemblée du 27 janvier: "Bien que l'unité ait été forte, il est temps maintenant de se replier"... "nous devons être solidaires, mais ne pas nous sentir coupables si nous nous désolidarisons de la grève." !!

Dans tous les centres de lutte les "forces démocratiques" ont joué leur rôle de chiens de garde du capital, en utilisant tous les subterfuges que les prolétaires des pays "démocratiques" connaissent depuis longtemps. Elles démontrent dans la pratique à la bourgeoisie espagnole, encore hésitante dans certains secteurs, leur capacité à prendre les rennes de l'appareil d'Etat bourgeois.

Mais l'opération "démocratique" a été lancée trop tard. La bourgeoisie doit monter son appareil d'encadrement ouvrier dans une période où la crise économique est trop profonde et les luttes ouvrières déjà trop mûres. Les manoeuvres des "libéraux" ont une efficacité compromise et provisoire car leur caractère anti-ouvrier apparaît trop vite à la surface. C'est pourquoi, malgré la réussite relative de l'opération janvier-février, la grogne règne dans les usines, prometteuse de nouvelles flambées.

Un véritable mur de silence a été dressé par la presse française autour des récentes luttes ouvrières en Espagne. Depuis que "Le Monde" constatait, à la mi-janvier, les difficultés rencontrées par tous les appareils pour assurer un contrôle des luttes, c'est le silence total. La presse étale les déclarations des "personnalités démocrates" espagnoles sur l'évolution du régime, les détails des danses de Juan Carlos. La délégation du PCF présidée par Ballanger, au retour d'Espagne, parle pendant un quart d'heure à la télévision de la "clameur démocratique" qui se développe en Espagne... mais pas un mot des grèves.

Et pour cause. Ils devraient montrer non seulement les difficultés des "démocrates" à jouer leur rôle de flics mais aussi l'exemple vivant de ce qu'ils craignent le plus : la puissance de la réaction de la classe ouvrière à la crise économique du capital.

En effet, les luttes de janvier-février en Espagne sont la réponse de la classe au blocage des salaires imposé par le gouvernement, qui comme celui de tous les pays du monde, fait peser sur les travailleurs les effets de la crise. Elles sont un exemple, non seulement par leur existence même, mais aussi par les formes qu'elles se sont données.

Depuis des années les ouvriers ont appris en Espagne à se donner comme forme d'organisation de lutte les ASSEMBLES D'USINE, seule forme qui permette un véritable contrôle par les grévistes de leur propre lutte. Mais avec le développement de l'appareil d'encadrement "démocratique", celles-ci sont souvent devenues des proies des syndicalistes qui, s'ils parviennent à enfermer la lutte dans le cadre localiste de l'usine, finissent la plupart du temps par les diriger. En réaction à cela, on a vu surgir à Madrid et à Vitoria des comités de délégués, véritables embryons de conseils ouvriers, constitués par des délégués des assemblées des différentes usines. En apprenant à organiser ses luttes aux échelles les plus larges, la classe ouvrière crée la première arme nécessaire pour se débarrasser du carcan syndical; elle développe la seule voie politique pour ses luttes, celle qui rejette toutes les alternatives politiques de la bourgeoisie, "démocratique" ou pas, pour ne s'affirmer que dans la construction de la conscience et des organes de sa future dictature.

En Espagne comme ailleurs, les combats de la classe ouvrière sont actuellement des pas du ressurgissement du prolétariat mondial.

USA

LA REPRISE AMERICAINE UN TOUR DE PASSE-PASSE

(SUITE DE LA PAGE 3)

çon significative, la poursuite de la contraction des échanges mondiaux n'en a pas moins réduit les exportations américaines - bien qu'à un rythme beaucoup plus lent que celui relatif aux importations, ce qui explique le fait que la balance commerciale soit positive. De plus, les quelques marchés sur lesquels le capital US a eu plus de succès seront incapables l'année prochaine de continuer à absorber au rythme actuel les produits américains. Par suite, comme le prix du pétrole, du fait du fléchissement de la demande, n'a pas réussi à suivre les prix en hausse brutale des produits manufacturés, les pays de l'OPEP sont dans l'obligation d'amputer leurs projets de développement industriel et de dépenses militaires. En Europe de l'Est, l'accroissement des déficits commerciaux (presque 2 milliards de dollars cette année en Pologne) impose des réductions brutales des importations et des mesures sévères d'austérité; l'élévation du prix du pétrole, que les Russes imposent à leurs Etats-clients signifie une réduction du montant des devises destinées à l'achat de produits américains. Les pays du Tiers-Monde qui avaient bénéficié de la hausse des prix des matières premières au début des années 70 - Brésil, Argentine, Zaïre etc - ont maintenant épuisé leurs réserves monétaires aussi bien que leur capacité à acheter. Malgré une série de dévaluations l'Argentine est fortement déficitaire et le nouveau ministre des Finances, Antonio Cafiero, tente d'obtenir un moratoire partiel des dettes afin d'éviter la banqueroute nationale. Au Zaïre, le régime Mobutu vacille également à deux doigts de la banqueroute, cependant que le gouvernement brésilien vient juste d'annoncer un programme d'après lequel les grandes compagnies étatisées devront réduire leurs importations de 15% et mettre sur pied des droits de douane supplémentaires qui seront appliqués à un large éventail de marchandises importées. En Europe, qui reste le plus grand marché pour les produits américains, la détérioration des balances commerciales, résultant elle-même en grande partie de l'amélioration dramatique des positions américaines face à la concurrence, a conduit à des efforts forcés en vue de réduire les importations. Un affaiblissement des exportations américaines vers l'Europe semble inévitable du fait que ces pays se tournent de plus en plus vers le protectionnisme et le nationalisme économique. Avec la diminution de la demande effective et l'établissement de nouvelles barrières douanières dans tous ses marchés, la balance commerciale américaine va en 1976 se détériorer durement.
Mac Intosh

(A SUIVRE)

(La fin de cet article analyse l'autre facette de la politique de la bourgeoisie américaine face à la crise : l'attaque violente contre le niveau de vie de la classe ouvrière).

errata

Dans le numéro précédent (n°22). Dans l'article : "Hier, aujourd'hui et demain, le PCF contre la classe ouvrière" : page 1, colonne 4, il fallait lire "l'unité internationale des PC ne semble plus être qu'un vain mot". Dans l'article : "Comment étouffer la lutte dans l'oeuf", page 3 colonne 3, il fallait lire : "Quelle victoire ? Celle des ouvriers qui n'ont quasiment rien gagné... sinon le non-paiement de leurs journées de grève".

ANGOLA

LA PAIX DES TOMBES

(SUITE DE LA PAGE 1)

lent du "déclin" américain : après la "défaite" du Vietnam -prévue depuis longtemps par les américains eux-mêmes-, la défaite d'Angola...

Ce n'est pas en regardant le monde par la loupe angolaise qu'on peut comprendre quelque chose à la stratégie des grandes puissances. C'est au contraire dans le cadre du rapport de forces international sur l'échiquier mondial, de la répartition des influences sur toute la planète que s'inscrit le conflit angolais. Contrairement à ce qu'affirment les théoriciens du "déclin américain" et autres gauchistes qui proclament l'affaiblissement de l'impérialisme occidental, c'est en faveur du bloc américain que l'équilibre international a basculé durant ces deux dernières années. Dans les parties les plus périphériques du monde, comme au Vietnam, dans l'Océan Pacifique et l'Océan Indien, les USA se partagent le territoire selon un savant équilibre avec l'URSS, et se permettent même de déléguer au Japon une partie de leur influence. Mais au cœur du système, autour de la Méditerranée, ils gardent un contrôle hégémonique au grand dam de l'Europe elle-même qui n'a pu que constater combien elle brillait par son absence dans le jeu méditerranéen comme partout (1).

Dans cette partie du monde dont ils évaluent l'importance cruciale les USA ne sont pas prêts à partager leur influence, mais au contraire ont axé tous leurs efforts pour y assurer une domination sans conteste possible. Des pays tels que l'Égypte et le Soudan sont passés du bloc russe dans l'orbite occidentale, et les USA ont entrepris avec succès la construction d'un solide bastion militaire à leur service au moyen de différents pays arabes (Iran, Égypte Arabie Saoudite, Qatar et Emirats Arabes Unis). Ils gardent aussi sous leur influence l'ensemble du continent africain, et c'est dans cette zone que l'URSS cherche à tous prix des points d'appui, en renforçant son implantation militaire en Somalie, à travers les différents conflits de l'Erythrée et du Liban, en soutenant en Yougoslavie les kominformistes et les nationalistes croates. Enfin, c'est une ouverture sur l'Atlantique qu'elle recherche à travers les conflits du Sahara occidental et de l'Angola.

Dans un tel contexte, la guerre d'Angola retrouve une plus juste place. Le but des américains n'était pas d'envenimer le conflit et de s'engager dans un énorme déploiement de forces militaires, dans cette partie du globe, mais au contraire de restreindre celui des soviétiques. Car les conflits qui durent indéfiniment comme celui du Vietnam ne sont plus possibles aujourd'hui, d'une part parce qu'ils sont extrêmement lourds pour des budgets grevés par la crise, d'autre part parce que les puissances ne peuvent se permettre de cristalliser longtemps sur un seul point du globe des forces qu'elles doivent répartir sur le plan mondial. Il fallait trouver rapidement une issue. Les américains ont joué la "défaite" et c'est là que réside la force de la plus grande puissance industrielle mondiale : la possibilité de jouer sur les deux tableaux, celui de la victoire comme celui de la défaite militaire que sa puissance économique permet de contourner. Lorsqu'il est devenu clair que, sans une intervention américaine plus importante, le MPLA gagnerait la partie grâce au soutien énorme de l'URSS, les Etats-Unis ont préféré perdre la partie. Sans doute, cette "perte" ne s'est-elle pas décidée sans une contre partie que constitue une stabilisation de la situation au Moyen-Orient.

Il est possible que les soviétiques disposent en Angola de bases militaires, bien qu'Agostinho Neto, le chef du MPLA ait fait savoir qu'il n'avait "nullement l'intention de permettre l'établissement de bases militaires" dans le pays. De toutes façons, les USA ont en Afrique du Sud, pays le plus industrialisé de tout l'hémisphère sud, une position autrement plus importante que ce que peut représenter l'Angola. Mais quant à l'Angola elle-même, les soviétiques ne veulent ni ne peuvent assurer la reconstruction du pays dévasté. Le rôle de tuteur qu'ils ont joué à Cuba leur a déjà coûté trop cher (2). Et, comme l'écrit le Monde lui-même, "c'est à ce rendez-vous que Washington attend le nouveau régime. D'ores et déjà, Luanda a fait l'objet de discrètes avances assorties de menaces de blocus économique" et d'ores et déjà, le gouvernement angolais a clairement affirmé qu'il n'avait nulle intention de rompre ses relations avec les pays d'Occident, et qu'il voulait établir des "rapports de bon voisinage" avec le Zaïre et la Zambie. Les Etats-Unis ont déjà su au Moyen-Orient retourner la situation à leur profit vis-à-vis de pays comme l'Égypte, et même la Syrie, et ils peuvent encore en faire autant en Angola.

Si, en dernière instance, ce sont l'URSS et les USA qui détiennent les ficelles du jeu angolais, différents Etats d'Afrique et d'Europe ont tenté de placer leurs propres pions dans la partie. En effet, l'Angola présente un grand potentiel économique par la richesse de son sous-sol, par le pétrole de l'enclave de Cabinda comme voie de passage des exportations des pays du centre du continent, comme grande route commerciale. Aussi, l'intervention militaire du Zaïre et de l'Afrique du Sud, comme de l'Europe dont les armements trouvent un débouché dans ces pays, constituaient bel et bien la poursuite de leurs propres intérêts. De même, la Chine a tenté de développer son influence en Angola : c'est elle qui a entraîné essentiellement les troupes du FNLA, et, jouant sur les deux tableaux, elle a aussi fourni des armements au MPLA. L'existence de deux grands blocs impérialistes n'élimine pas l'impérialisme de chaque nation qui constitue le mode d'existence même du capitalisme. Dans cet enchevêtrement d'intérêts nationaux contradictoires, certains voient la manifestation d'un effritement des blocs que les conflits aggraveraient. Mais, justement, le conflit d'Angola est un témoin de la tendance inverse : la Chine, importante partie prenante au début du conflit, s'est trouvée reléguée à l'arrière plan. L'Afrique du Sud, particulièrement intéressée par le complexe industriel qui se situe à la frontière entre l'Angola et la Namibie, comme le Zaïre qui depuis longtemps convoite le pétrole de Cabinda, ont dû se plier au diktat américain, et retirer leurs troupes lorsque les Etats-Unis ont décidé de changer leur fusil d'épaule. Ce qui est apparu une nouvelle fois, ce n'était nullement un effritement des blocs où les intérêts divergents des pays les dresseraient les uns contre les autres, mais, au contraire, un renforcement de leur cohésion que nécessite une rivalité toujours plus exacerbée. Les nations secondaires ne peuvent développer leurs propres intérêts que si ceux-ci vont dans le sens de l'impérialisme dominant, ou bien, si elles persistent, elles sont condamnées à tomber sous l'égide d'un autre bloc.

o0o

Ainsi, le conflit d'Angola révèle d'une façon limpide aux

yeux du monde entier la véritable nature de ce qu'ont été "l'héroïque lutte du peuple vietnamien", celle du "peuple palestinien", les conflits du Moyen-Orient, de Chypre, d'Erythrée, du Liban, des conflits entre grandes puissances par "peuples" interposés. Comment prétendre encore à la "souveraineté" d'un peuple lorsqu'en son nom s'affrontent des blindés russes, des lance-roquettes américains, des mitrailleuses américaines et russes, des Mig 21 russes, des missiles américains... Comment croire à l'idée absurde que les grands Etats impérialistes se mettent au service de la "libération des peuples" alors que leur sort est entièrement déterminé par les décisions de ces Etats ?

Les divergences réelles qui séparent en Angola les différents mouvements de libération ne constituent pas, comme veulent le faire croire les gauchistes un antagonisme entre le camp du capital et celui du prolétariat. Ce qui les distingue, c'est leur façon d'envisager la meilleure gestion du capital national. Alors que le FNLA et l'UNITA défendent la "libre entreprise", le MPLA exprime une tendance plus forte au capitalisme d'Etat, aux nationalisations. Ce qui les distingue surtout, c'est le soutien qu'ils ont reçu, d'une part du bloc occidental, de l'autre du bloc soviétique.

Ceux qui prétendent parler au nom de la classe ouvrière, les gauchistes, ont, une fois de plus, rempli leur fonction de chien de garde du système d'une façon d'autant plus crapuleuse que le système lui-même dévoile ses mystifications. Avec ou sans leurs contorsions et raisonnements fumeux qui servent à masquer leur véritable rôle quand ils parlent du caractère petit-bourgeois du MPLA ou dégénéré de l'Etat "ouvrier" russe, ils ont une fois de plus appelé la classe ouvrière à "choisir son camp", celui de la bourgeoisie, celui d'un impérialisme contre un autre. Au nom d'étapes "progressives", ils rattachent au char de l'intérêt national les travailleurs qui pourraient s'en détacher, ils renvoient le prolétariat noir aux côtés de sa bourgeoisie... "noire", ils appellent la classe ouvrière à se faire massacrer dans un conflit qui n'est pas le sien.

Sur la gestion du capital national, sur l'apparence idéologique que se donne chacun des blocs, sur la couleur de son oppresseur, la classe ouvrière n'a pas à prendre parti. A l'ère de la décadence, il n'existe plus d'"étapes progressives". Le seul progrès est la révolution prolétarienne internationale, première tâche qui s'impose à la classe ouvrière mondiale.

Guerre ou Révolution

La guerre qui se termine en Angola, pas plus que la fin de la guerre au Vietnam, ne marque le début d'une ère de "paix armée" dont la bourgeoisie internationale se gargarise. Toutes les proclamations, de l'Est à l'Ouest, sur la "détente" résonnent chaque jour plus creux dans une réalité de guerres et de massacres croissants. Tous les accords de "non-intervention" et de limitation des armements, toutes les résolutions des conférences d'Helsinki n'ont d'autre destin que d'être violées le lendemain ou le jour même où elles sont adoptées. Que la bourgeoisie le veuille ou non, il n'y a qu'un seul aboutissement à la crise de son système en déclin : la guerre impérialiste. Si la guerre se termine momentanément en Angola, ce n'est que pour ressurgir ou se renforcer ailleurs : le conflit du Sahara occidental en est la dernière manifestation.

Mais, contre l'inexorable mouvement du capitalisme décadent vers le massacre et la destruction, s'est dressé depuis quelques années le prolétariat mondial. C'est lui qui doit payer les frais de la crise du système, c'est lui la masse de manoeuvre de la guerre impérialiste, mais sans embrigadement, la guerre généralisée est impossible. Il constitue la menace mortelle pour le système capitaliste. C'est pour cela que jusqu'à présent, les conflits impérialistes se sont cantonnés dans le Tiers-Monde, là où le prolétariat est peu nombreux et trop faible pour refuser tout sacrifice exigé au nom de la "libération nationale".

En reconnaissant la RPA, les Etats du monde entier reconnaissent en elle leur semblable. Après avoir mené à bien, au même titre que l'Unita et le FNLA, sa première tâche d'embrigadement dans la guerre impérialiste, le MPLA doit maintenant accomplir sa seconde tâche : faire marcher la classe ouvrière angolaise dans la reconstruction de l'économie nationale. C'est lui qui va enchaîner les prolétaires à "leur" patrie "libérée", à "leurs" usines nationalisées, à "leur" gouvernement populaire. Dès mars 1975, le "gouvernement de transition" dont faisaient alors partie FNLA, Unita et MPLA a passé un décret sur la "militarisation du travail", immédiatement utilisé pour écraser les grèves de dockers de Luanda et Lobito. Dès le début, le MPLA a proclamé son intention de former un gouvernement d'"Union Nationale"; il a lancé le mot d'ordre "produire, c'est résister" ; il a préconisé l'autogestion et tout l'arsenal de mystifications que les pays avancés connaissent bien mais qui sont sans doute encore des "étapes progressives"... Face à de premières manifestations de mécontentement, début février 76, il a brandi le drapeau de la "patrie".

Le sort qui est réservé au "peuple angolais libéré", c'est le même que celui de tous les pays du Tiers-Monde : la misère et la famine du Bengale "libre", le rationnement des denrées les plus élémentaires et la perspective de trois ans de travail sans salaire officiellement annoncée dans le Mozambique "libre", un million et demi de chômeurs vagabonds dans le Vietnam "libre", etc. Son avenir, c'est l'effondrement économique que détermine la crise mondiale du capital dont les nations du Tiers-Monde paient, les premières, les conséquences épouvantables. Mais le prolétariat international n'a pas dit son dernier mot. Partout, il relève la tête. Dans le Tiers-Monde lui-même, les grèves se multiplient, du Vietnam au Tchad, de l'Argentine aux Indes, de l'Égypte au Venezuela.

Face à la barbarie monstrueuse et croissante de toutes les "luttres de libération nationale" la lutte internationale du prolétariat est l'UNIQUE ISSUE pour l'humanité dans un monde capitaliste qui ne cesse de s'enfoncer toujours plus dans sa propre décadence.

C.N.

(1) Les pays riverains de la Méditerranée manifestent d'ailleurs leur volonté d'y pallier lorsqu'ils organisent à Barcelone une Conférence pour lutter contre la pollution en Méditerranée (!) qui déclare "la Méditerranée ne doit plus être une mer monopolisée par des pays non riverains qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest".

(2) On peut noter que l'URSS se fait payer "l'aide" accordée à Cuba, peu rentable du point de vue économique par un lourd tribut en chair à canon.

A PROPOS D'UNION OUVRIERE

La décomposition périodique du gauchisme, que vient précipiter l'usure de plus en plus grande des mystifications développées par la contre-révolution, produit toutes sortes de sectes, dont les proclamations tapageuses sont directement proportionnelles à leur néant théorique. Pendant toute leur existence - ou plutôt leur inexistence - élevée à la prétention d'existence - elles passent leur temps à s'autojustifier, à se trouver une raison ou au moins une apparence d'existence : faisant de leur peu glorieux passé au service de la contre-révolution vertu, elles en font "un moment" de leur "conscience théorico-pratique", le "moment" nécessaire d'un ultérieur "dépassement".

Comme Narcisse, ces sectes sont à la recherche perpétuelle de leur image et passent leur vie à se contempler, à s'admirer. Comme les enfants qui croient que le monde est né avec eux, elles croient ou veulent se persuader que le mouvement révolutionnaire et la théorie qui en est l'expression, commencent du jour où le gauchisme a donné naissance à de nouveaux avortons. Nées hors de la continuité politique qui lie les organisations de la classe, elles rejettent cette continuité que la classe a payé de son sang comme des "vieilles dépassées". Au lieu de transformer le monde, elles se contentent de le contempler, ne voulant que changer "ses vieilles manières de voir, de sentir et de penser". Quant au prolétariat, il apparaît comme une chose bien encombrante pour ces consciences supérieures, perdues dans leur "passion" et leur "intelligence vivante du monde".

"Union Ouvrière" qui est sortie de "Lutte ouvrière" il y a deux ans, en est l'illustration. Dans son double numéro de décembre à février, est reproduit un texte intitulé "Rompre avec l'économisme et le prophétisme de l'ultra-gauche classique", dans lequel elle annonce : "une année nous a suffi pour juger théoriquement et expérimentalement pratiquement la formidable pauvreté (sic) de tous les bordigo-pannekoeko-révisionnistes (!) et de leurs sous-groupes critiques et nous place devant la nécessité de produire de ce monde une critique qui lui soit contemporaine."

C'est pourtant dans cette "pauvreté", que les groupes de la gauche communiste ont eu tant de mal à dégager, et non chez les trotskystes, que UO a trouvé les quelques positions révolutionnaires qu'elle peut défendre (et avec quelle confusion) : rejet des luttes de libération nationale, caractérisation des pays dits "socialistes" comme capitalistes d'Etat, caractérisation des syndicats comme contre-révolutionnaires. Comme toutes les organisations qui viennent du trotskysme, c'est-à-dire d'un courant bourgeois, UO a été incapable de développer une pensée révolutionnaire, comme de rompre pleinement avec le trotskysme. Elle en a gardé à la fois le mépris profond pour la classe ouvrière, et l'activisme syndical. Si aujourd'hui UO fait moins de tapage qu'auparavant sur "ses bulletins de boîte" et son activité dans les syndicats dont elle dénonce par ailleurs la nature contre-révolutionnaire, elle se vante de faire voter les ouvriers dans les élections syndicales sous la forme de

bulletins qu'elle nomme joliment "je ne suis pas une poire". (N° 12-13)

C'est vers les idées "modernistes", "négalistes" (celle de la négation de la classe ouvrière), situationnistes, que UO tend de plus en plus. De la nature révolutionnaire de la classe ouvrière, de la révolution prolétarienne, il n'est point question. Ce que UO rejette avec mépris comme "l'économisme et le prophétisme de l'ultra-gauche", n'est rien d'autre que la vision classique du marxisme sur l'effondrement inévitable du capitalisme comme condition nécessaire de la révolution mondiale. C'est cette certitude des révolutionnaires qui les guide dans leur pratique et que le marxisme a fondé d'une manière scientifique qui fait totalement défaut à UO, qui préfère se gargariser de phrases d'autant plus prétentieuses qu'elles sont creuses, du type : "si nous voulons ici et maintenant révéler à ce monde ce qu'il est, ce n'est pas pour autre chose que pour le faire trembler d'abord dans toutes ses certitudes". UO veut innover, mettre "du vin nouveau dans des outres nouvelles". Le malheur, c'est que UO, qui prétend rien moins qu'être "une Nouvelle Gazette Rhénane" arrive trop tard ; les situationnistes ont déjà fait mieux dans l'art de jongler avec les mots à la manière néo-hégélienne. Il n'est jusqu'à l'idée de racketts qui ne se trouve en pointillé dans ce texte de UO : dans notre critique, celle-ci voit notre crainte de trouver en elle un "concurrent". Si UO ne définit pas encore les groupes révolutionnaires comme racketts à la manière de Barrot ou d'Invariance, elle définit RI comme des "sergents d'église". La nature des sectes, on pourrait dire, a horreur non pas de son vide théorique mais de la théorie marxiste que les révolutionnaires ont péniblement préservée contre le courant pendant 50 ans de contre-révolution.

La voie que prend UO en prétendant innover en reprenant tout le fatras contestataire étudiant de mai 68 que les situationnistes avaient su si bien exprimer, est celle du vacarme ("vive le vacarme", conclut d'ailleurs son texte). Le vacarme peut donner un semblant d'existence pendant un certain temps : il ne peut que conduire au néant ou ramener dans le sein du gauchisme les éléments qui commencent à s'en dégager. C'est à cette alternative que les militants d'UO se trouvent confrontés. Quant à nous, nous ne pourrions que saluer cette disparition pour peu qu'elle permette à ceux pour qui la révolution communiste n'est pas un vain mot et un simple gargarisme verbal de trouver le chemin de la théorie et de l'action révolutionnaires (1).

CHARDIN

(1) UO fait preuve de beaucoup de prétention lorsqu'elle affirme que "RI voulait la tenir par la main pour guider ses premiers pas dans le monde". Loin d'être son conseiller ou guide, notre souci a été que les éléments sincèrement révolutionnaires puissent se dégager de cette organisation de la confusion dont la simple existence risquait de les entraîner vers la démoralisation du gauchisme "critique".

FRANCE

(SUITE DE LA PAGE 3)

UN ARDENT DEFENSEUR DU CAPITAL NATIONAL : LE PCF

L'ensemble des procès du début des années 50, en Tchécoslovaquie, Pologne, Hongrie, frappe les dirigeants des partis stalinien (y compris le secrétaire général Slansky) qui, sur la lancée de la Résistance, exprimaient un trop grand souci de la défense du capital national. En même temps, dans les PC occidentaux, les mêmes "épurations" ont lieu, frappant en France, la clique de Marty et Tillon (ancien chef des FTP), porte-paroles d'une plus grande "indépendance nationale".

C'est également à cette époque que se développe le "schisme titiste" où l'on voit un parti "communiste" s'opposer ouvertement à l'URSS, et se rapprocher du camp américain. De même, à la fin des années 50, sous couvert de lutte contre le "révisionnisme moderne", un autre P.C. au pouvoir s'orientait vers une rupture de plus en plus profonde avec l'URSS : le P.C. chinois.

Enfin, parmi les P.C. d'Europe occidentale, Togliatti, dans la même période prend la tête de la "contestation" en élaborant la théorie du "polycentrisme" qui prolonge et dépasse celle "des voies nationales au socialisme" de Thorez.

En fait, la façon dont les partis stalinien combinent (ou opposent) l'intérêt national à celui de l'URSS, est semblable à celle dont toutes les fractions de la bourgeoisie conçoivent la défense du capital national au milieu des affrontements inter-impérialistes. Ainsi Pétain et De Gaulle aussi bien que Mussolini et Badoglio étaient avant tout des défenseurs du capital français ou italien. Ce qui les opposait, c'était la façon dont ils concevaient leur tâche : sous le giron de "l'Axe" pour les uns, sous celui du bloc "allié" pour les autres. De même aujourd'hui ce qui distingue Nasser de Sadate, ce n'est pas une différence d'attachement aux intérêts du capital égyptien, mais bien la façon dont les deux conçoivent leur défense au milieu de la rivalité russo-américaine : sous le parapluie russe pour Nasser, et américain pour Sadate. C'est pour cela qu'on ne peut dire que les P.C., et particulièrement le PCF, "deviennent" nationalistes : ils continuent à l'être. Entre le PCF qui se revendiquait de Jeanne d'Arc en 1934, criait "Vive la France Eternelle" en 1944 ("Humanité" du 24 Août) et qui en 1976, proclame que "tout ce qui est national est sien",

il n'y a aucune différence fondamentale.

la signification de l'actuelle campagne nationaliste du P.C.F.

Dans les circonstances actuelles marquées pour le capital français, espagnol ou italien par la nécessité à terme d'une accession des P.C. à une gestion directe et ouverte des intérêts capitalistes, ces partis doivent faire la preuve, auprès des autres fractions de la bourgeoisie, de leur capacité à assumer de telles responsabilités. Leurs campagnes nationalistes ont une double fonction : les pays d'Europe occidentale étant liés de façon incontestable au bloc impérialiste américain, la défense de leur capital passant par une adhésion à ce bloc, toute participation gouvernementale implique pour un parti une orientation en politique internationale favorable aux USA, ou, du moins, indépendante de l'URSS. C'est pour pouvoir assumer cette participation qui, bien que de plus en plus nécessaire, provoque encore la résistance de larges fractions de la bourgeoisie pour que les P.C. sont toujours des partis "plus à l'Est", que ceux-ci se donnent, de façon circonstancielle, (puisque le problème se pose en d'autres termes quand ils sont dans l'opposition) une telle indépendance à l'égard de l'URSS.

L'autre fonction des campagnes de ces partis est de prouver, aux yeux de l'ensemble de la bourgeoisie, qu'ils feront tout leur possible pour mettre au service du capital national, l'influence qu'ils ont encore sur les travailleurs. Leur prise de distance avec l'URSS autant que leur surenchère nationaliste n'ont donc pas pour fonction essentielle l'acquisition d'une plus grande audience parmi les travailleurs, ni par suite, un renforcement de leur capacité à les encadrer. A l'heure actuelle, et tant que la lutte de classe n'atteint pas un niveau suffisant pour déborder les partis stalinien, leur préoccupation majeure reste de convaincre les autres fractions de la bourgeoisie qu'ils sont de bons et loyaux serviteurs du capital national et qu'ils peuvent donc, sans danger, être appelés aux "responsabilités gouvernementales". Nous verrons dans un prochain article comment le "tournant démocratique" du PCF s'inscrit dans cette même perspective. (A SUIVRE)

Les derniers feux de l'impérialisme français

(SUITE DE LA PAGE 2)

Même sous la férule d'A. Aref, Djibouti devra progressivement acquiescer son "indépendance". A Djibouti, mieux qu'ailleurs, le mythe de la "grandeur de la France" dont rayonnait le gaullisme, s'écroule. La "puissance française" n'est plus qu'un auxiliaire des intérêts du bloc américain dans cette partie du monde. L'exemple de Djibouti démontre que la possibilité pour un impérialisme secondaire de mener une politique indépendante des blocs principaux a fait long feu. La France ayant partie liée aux intérêts du bloc américain ne fait que préparer le terrain à l'affrontement futur.

Dans ce choc de la barbarie du capitalisme décadent, les blocs en présence se renforcent et chacun doit jouer la carte d'un camp.

Les mouvements de "libération nationale" auront le même rôle qu'ils tiennent aujourd'hui en Angola : contre la LPAI et son allié "gauchiste", le FLCS, pro-somaliens et donc pro-russes, le Mouvement de Libération de Djibouti, pro-américain, pourra intervenir. Déjà aujourd'hui, le problème

de la succession française se dessine : Aref va chercher des alliés : le Kenya et l'Ethiopie, eux aussi directement concernés, se sont mis sur les rangs contre la Somalie. Que reste-t-il du mythe de la France qui s'affichait hier encore à la Conférence de Pnom-Penh comme "grand défenseur des peuples opprimés" ?

Les accents gaullien de l'impérialisme français "protecteur" et "conseiller", image de marque de la décolonisation de même que la possibilité d'apparaître comme arbitre des conflits internationaux, puissance médiatrice "au-dessus des passions" (en Asie du Sud-Est, au Moyen-Orient) ne sont plus de mise. La poussée de la crise contraint aujourd'hui la France à resserrer ses liens dans le bloc américain. Rabatteur des intérêts de ce camp, la France accompagnera son nécessaire retrait militaire de Djibouti de mots creux et de poudre aux yeux ("droit à l'autodétermination", "indépendance") pour livrer ce territoire à d'autres rapacités impérialistes que la population devra payer de son tribut de sang.

Y. D.

REVOLUTION INTERNATIONALE
B.P. 219
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements et versements à
C. Giné CCP La Source 34 195 33

Abonnements :
1 an (12 numéros) 20 F
6 mois (6 numéros) 10 F

Directeur de la publication : C. Giné
Numéro de Commission Paritaire : 54 267

Abonnements couplés : 12 numéros
du journal et 4 numéros de la
"Revue Internationale" :
France 40 F
Etranger 60 F
Hors d'Europe par avion 80 F
Imprimerie : G. Tautin,
9, passage Dieu - Paris 20°

LA POUSSEE INTERNATIONALE DE LA LUTTE DE CLASSE

La première caractéristique majeure des luttes ouvrières de cette période est apparue au cours de l'année 1975, sous la forme d'une extension des grèves à une échelle planétaire jamais vue dans l'histoire. L'augmentation du nombre de journées de grève de 35% entre 1973 et 1974 (Enquête du BIT dans 60 pays capitalistes) n'a fait que se confirmer en 1975. Et si ces luttes ont été sévèrement réprimées, soigneusement encadrées ou émietées en manifestations-cortèges et débrayages échelonnés, le facteur important est leur point de départ commun : la réponse à l'attaque des moyens d'existence des ouvriers par l'effondrement du capitalisme dans tous les pays. En période de crise économique - estimait-on souvent selon la logique capitaliste - les travailleurs sont peu portés à faire grève du fait que les entreprises et l'Etat sont en difficulté et ne peuvent satisfaire les revendications. Mais c'est là une logique qui échappe à la classe ouvrière telle qu'elle a ressurgi dans ses luttes depuis quelques années. La mobilisation ouvrière, au niveau international, vient d'apporter un démenti cinglant à cette idée reçue de la démolition et de la peur de la lutte en période de crise. Loin de modérer leur combativité, les ouvriers ont multiplié grèves, manifestations et occupations d'usines.

Cette combativité, la bourgeoisie l'a enrayée momentanément, essentiellement de deux manières : d'une part en réprimant ouvertement, d'autre part en contenant les luttes sur des objectifs qui ne remettent pas en question le système dans son ensemble. Là où elle l'a pu, elle a envoyé la troupe et les armes. Là où la détermination est plus forte, elle a usé des mensonges sur la victoire de la négociation, la défense de l'entreprise et de l'économie nationale, la poursuite de la lutte sous d'autres formes, bref, tous les moyens pour faire reprendre le travail le plus rapidement possible. Souvent, ces deux manières d'endiguer la montée de la résistance ouvrière à la crise ont été utilisées simultanément face aux grévistes.

Un tableau d'ensemble permet de mieux comprendre où en est effectivement la montée générale de la lutte de classe.

oOo

Dans les aires sous-développées du monde, cette résistance des travailleurs, quand elle n'est pas déjà au premier plan des pré-occupations des gouvernements, est devenue un élément avec lequel ils doivent compter.

En Amérique Latine, au Pérou, en février 1975, les émeutes et les batailles de rue de Lima, contre lesquelles la junte militaire de "gauche" a répondu par une répression sauvage causant la mort de centaines de personnes, l'arrestation de milliers de manifestants et la proclamation de l'état d'urgence, furent le sommet d'une importante vague de grèves : dès août 1974, 15 000 mineurs du Centromin-Pérou, propriété de l'Etat, se mettent en grève ; en septembre, les grèves de la métallurgie s'étendent aux mines de cuivre, à l'industrie textile et aux usines Volvo et Pirelli ; en décembre, 25 000 mineurs du cuivre sont en grève. Au Venezuela, se produit la grève la plus dure de la "zone du fer" récemment nationalisée. En Argentine, du printemps à l'été, des dizaines de milliers de travailleurs sont en grève, de Villa-Constitución à Córdoba, de Rosario à Buenos-Aires. La vague d'occupations d'usines et la défense armée des quartiers ouvriers face à la

police et l'armée montrent la combativité grandissante du prolétariat.

En Afrique, dès janvier 1975, des luttes surgissent dans plusieurs pays où rarement la classe ouvrière s'était manifestée. En Egypte d'abord, avec la grève des ouvriers d'Helouan. Au Nigeria, malgré l'interdiction, tous les secteurs de l'économie sont paralysés par les grèves pour des augmentations de salaires : la stabilité du gouvernement du général Gowon ne s'en remettra pas. Au Dahomey, les grévistes sont envoyés par le gouvernement dans des "unités de production agricole" à la suite d'une grève générale. A Ouagadougou, en Haute-Volta, l'aéroport est fermé et les communications téléphoniques interrompues pendant plusieurs jours. Au Tchad, face à la multiplication des grèves, le gouvernement suspend le droit de grève. En Afrique du Sud, des émeutes réprimées par les armes se multiplient dans les mines d'or et d'uranium. Au Cap, la grève étant interdite, les grèves des cadences ralentissent considérablement l'activité du port, déjà sérieusement mise à mal par les premiers symptômes de la crise. En Angola, les dockers de Luanda ont donné par deux fois du fil à retordre au gouvernement tout nouvellement "révolutionnaire" du MPLA.

En Asie du Sud-Est, les maquis ont marqué le pas. En Thaïlande, les ouvrières du textile donnent, au début de l'été, le signal d'une vague de grèves qui va déferler sur le pays et se poursuivre jusqu'aujourd'hui où les syndicats réussissent péniblement à "modérer" le mouvement.

C'est encore de façon faible que les grèves ouvrières surgissent dans ces pays, avant tout du fait de la faible concentration du prolétariat là où l'industrie est peu développée. Mais comme parties de la lutte ouvrière mondiale, elles sont un pas important de la reprise prolétarienne vers l'unité internationale de la classe. Loin de revêtir des caractéristiques particulières, toutes se situent d'emblée sur le même terrain : contre les effets de la crise économique.

De plus, dans les pays qui sont le lieu de l'affrontement ouvert entre les blocs impérialistes qui trouvent là les sans-réserves à recruter dans l'un ou l'autre camp, les heurts qui se sont produits notamment entre le gouvernement égyptien ou le MPLA angolais et les ouvriers, les difficultés qu'a rencontrées le FLN "libérateur" du Sud-Vietnam avec les "saboteurs de la production", montrent, à l'état embryonnaire et de façon localisée, les difficultés que rencontre la "solution" du capital à sa crise : la guerre impérialiste. Dans ces pays, les clans clairement capitalistes n'ont jamais semé beaucoup d'illusions, les clans dits "socialistes", "communistes" ou "progressistes" font déjà moins recette auprès des travailleurs. C'est également ce qui se passe là où les fractions politiques de "gauche" sont au pouvoir.

oOo

En Chine, l'année 1975 a vu une vague de luttes ouvrières répondre aux mesures d'austérité : l'Etat a réagi en envoyant l'armée briser les grèves et "restaurer la production". Le nombre de soldats (15 000) envoyés dans les mines de charbon, les centres sidérurgiques et de nombreuses autres industries, donne une indication de l'ampleur du mouvement, à la fois contre la détérioration du niveau de vie du prolétariat chi-

nois et celle des conditions de travail que l'Etat veut lui imposer.

En Europe de l'Est, plusieurs gouvernements, dont celui de l'URSS, ont de plus en plus à réagir contre le "pillage économique". En Pologne, en novembre, de lourdes amendes contre l'absentéisme ont été introduites et toute une série d'autres mesures disciplinaires sont annoncées. Le souvenir encore chaud de l'insurrection de 1970 a amené les leaders politiques et les syndicats officiels à faire la tournée des usines pour convaincre les travailleurs que les "conquêtes" des années passées pouvaient être mises en danger par une "agitation stérile".

En Europe de l'Ouest, au coeur de la lutte de classe depuis la poussée commencée en 1968-69, l'intensité des grèves en 1975 a mis un terme à la relative accalmie de 1973-74. La montée de la lutte n'est pas linéaire ; elle connaît un cours général ascendant avec des moments de recul temporaire. 1975 a été un moment de reprise. L'hiver dernier, des centaines de milliers d'ouvriers espagnols ont entrepris des grèves massives. La vague s'est étendue de Pampelune à Barcelone puis à Madrid et en Andalousie. Bilbao et Valladolid sont touchées à leur tour au printemps. En janvier de cette année, les luttes ont repris avec plus d'extension encore qu'un an auparavant. Au Portugal, l'armée - "révolutionnaire" - a dû intervenir pour rétablir l'ordre dans les chantiers navals et à la TAP. En Italie, le nombre d'heures de grève a doublé en un an. En avril, les transports de Milan sont paralysés par une grève sauvage dirigée aussi bien contre les syndicats que contre les employeurs. En France, la classe ouvrière répond aux licenciements et aux fermetures d'usines dans l'industrie automobile, la sidérurgie, la métallurgie, les journaux, les services publics par une vague de grèves que les syndicats ont provisoirement réussi à contenir mais avec de plus en plus de difficultés comme cela vient de se manifester avec la grève des haut-fourneaux de la Solmer. L'Allemagne a connu sa première occupation d'usine. Les syndicats anglais se heurtent au refus des ouvriers des accords relatifs au blocage des salaires, notamment chez Chrysler en Ecosse.

Aux Etats-Unis, une grève sauvage des mineurs de Virginie Occidentale l'été passé, dirigée contre la collusion des syndicats et des propriétaires, s'est étendue en quelques jours aux 80 000 des 125 000 mineurs du pays. Les efforts combinés des syndicats, des patrons, des cours de justice et de la police ont été nécessaires pour mettre fin à la grève qui a duré un mois et complètement bloqué l'industrie du charbon. Les employés municipaux de New-York ont fait grève contre les licenciements prévus par la ville. Les postiers canadiens, après les ouvriers des travaux publics, ont cessé le travail : leur grève a duré plus de quarante jours. Le Japon a connu la plus grande grève de son histoire : pour la première fois, les 860 000 fonctionnaires ont débrayé pour... réclamer le droit de grève, à l'appel des syndicats contraints, sous la poussée du mécontentement, à organiser l'encadrement d'une façon plus crédible aux yeux des ouvriers. Cette grève a duré deux semaines. Au Japon, en Grande-Bretagne, en Australie, en Norvège, le nombre de jours de grève a plus que doublé en un an.

oOo

Toutes ces grèves viennent confirmer la montée générale de la lutte de classe qui a débuté à la fin de

des années 60 par les explosions ouvrières qui ont marqué le début de la reprise prolétarienne. En 1975, l'extension des luttes ouvrières à tous les pays et à tous les secteurs a été un nouveau pas dans cette montée.

Deux aspects fondamentaux s'en dégagent : la combativité ouvrière intacte est venue infirmer toutes les théories sur l'intégration du prolétariat au capital ou celles sur la révolution ne pouvant venir que d'autres couches que le prolétariat comme les étudiants ou les "peuples de couleur". En second lieu, confrontés aux mêmes conséquences de la crise, les travailleurs ont réagi partout de la même façon, dévoilant de plus en plus clairement l'existence de la classe ouvrière comme seule classe révolutionnaire à l'échelle mondiale.

La plupart des grèves n'ont pratiquement pas dépassé le cadre des revendications immédiates mais leur généralisation est un nouveau point de départ pour les luttes à venir. Déjà, lorsque les grèves reprennent, elles deviennent plus longues et plus dures, se heurtant chaque fois, avec l'incapacité du système à perpétuer sa croissance, à la répression et à l'encadrement de la classe dominante et de ses défenseurs, en premier lieu, les syndicats. C'est la succession des défaites, inévitables sur le terrain économique, qui est la base de la compréhension qu'il faut trouver les moyens de lutte et élargir les buts de cette lutte. La classe ouvrière est la seule classe révolutionnaire qui peut parvenir à la victoire après une série de défaites.

L'accélération du rythme de la crise impose une accélération du rythme des réponses des travailleurs : les leçons de la lutte précédente sont encore clairement présentes à l'esprit lorsque la lutte repart. Ainsi, le besoin de dépasser le cadre de l'usine, d'essayer de coordonner les luttes et de les élargir se fait sentir de plus en plus nettement dans une classe ouvrière plus fréquemment mobilisée. Les moyens ont commencé à apparaître sous la forme d'assemblées générales des grévistes, premiers balbutiements vers la prise en mains de la lutte par les ouvriers eux-mêmes. Par ces moyens, la solidarité qui se développe est un élément décisif pour contrer les manoeuvres de dévoiement vers l'"intérêt national" et l'"union nationale" au nom de l'"intérêt de tous". En commençant à faire l'expérience que leur problème n'a pas de solution dans leur usine ou leur secteur, les ouvriers sont amenés à s'opposer aux gouvernements en place, premier pas vers la prise de conscience de la nature politique du combat et de la nécessité de détruire l'Etat bourgeois, quelle que soit la couleur dont il se réclame.

Avec la politisation des luttes ouvrières, la bourgeoisie va chercher à imposer à la classe ouvrière le faux dilemme entre "démocratie" et "réaction" ou entre "antifascisme" et "fascisme". Face à cela, seule la lutte politique autonome du prolétariat constitue la réponse de classe à l'effondrement final du système capitaliste, réponse qui germe déjà dans toutes les grèves actuelles.

M. G.

NOTE : De nombreux passages sont extraits du Rapport sur la situation internationale au ler Congrès du CCI, publié dans le n°5 de la REVUE INTERNATIONALE.

PAYS DE L'EST SURPRODUCTION, PENURIE ET CLASSE OUVRIERE

Longtemps, la légende a voulu qu'il n'y ait pas de crise en URSS ni dans les pays de l'Est. Aujourd'hui, il y aurait inflation mais elle aurait des causes particulières, elle serait un produit importé, étranger à la politique économique de ces pays. Or, les mêmes effets sont produits ordinairement par les mêmes causes, c'est -du moins- une loi reconnue par les scientifiques ; et l'inflation trouve fondamentalement la sienne, malgré ce qu'en disent les économistes de la bourgeoisie, dans la surproduction, surproduction qui vient elle-même de la nature capitaliste des rapports de production (cf. R.I. N° 6, "Surproduction et Inflation"). Ainsi, l'inflation apparaît pour ce qu'elle est : non pas la cause de tout le mal, mais seulement un facteur aggravant de ce mal. Ainsi la politique de l'URSS se révèle être celle de toute puissance impérialiste : de même que les USA minés par la crise en font d'abord subir les effets aux pays sous leur "protection", l'URSS "orientée" au nom de la "solidarité aux pays frères" toute la production des pays du COMECON en fonction de ses propres besoins : transformation de l'Allemagne de l'Est en fournisseur d'armement, ponction massive sur les produits alimentaires des autres pays, obligation pour ces pays d'acheter les matières premières et les produits énergétiques à l'URSS. C'est ainsi que l'accélération de la crise dans les pays de l'Est atténue celle de l'URSS, du moins momentanément. Les deux facettes du capitalisme décadent apparaissent alors avec d'autant plus de clarté dans les pays "soumis" : pénurie et surproduction, pénurie de biens de consommation pour les travailleurs, surproduction mondiale des produits industriels.

De façon réelle dans la période ascendante du capitalisme et de façon plus fictive dans les phases de reconstruction de la période de décadence, il existe la possibilité d'une certaine élévation du niveau de consommation des travailleurs. Mais avec la crise actuelle, l'heure n'est plus à une telle élévation : ayant de plus en plus de difficultés à trouver des débouchés, le capital doit sacrifier de plus en plus la production de biens de consommation, au profit de productions plus "rentables". Il n'existe plus de possibilité de développer le minimum "social" de l'ouvrier, il s'agit de le réduire au strict minimum afin de rendre la production compétitive sur le marché mondial. C'est ainsi que tous les gouvernements des pays de l'Est, comme ceux des pays de l'Ouest appellent à restreindre la consommation et, pour cela, limitent la production de biens de consommation.

Dans tous les pays de l'Est,

il y a pénurie de biens de consommation : si les salaires ont quelque fois augmenté (par exemple de 26% en URSS de 65 à 70), c'est le manque d'approvisionnement qui a fait ici appliquer une politique d'austérité, ailleurs forcée par le blocage du salaire nominal des ouvriers. Le résultat est le même, là où il y a des prix bloqués, on ne trouve pas d'approvisionnement, les prix sont excessivement élevés par rapport aux salaires.

Ainsi les loyers n'ont pas augmenté depuis 1928 : tout simplement, on ne trouve pas de logement et l'attribution de logements est quelquefois l'objet d'un véritable chantage politique...

Ainsi on ne trouve pas, après des heures d'attente devant les magasins d'Etat où les prix sont fixes depuis 1967 environ, l'approvisionnement correspondant aux besoins, surtout parmi les produits officiellement à bas prix. Dans ces pays où il n'y a pas, officiellement, de marché intérieur, il existe de fait un triple marché, toléré, sinon souhaité, par les gouvernements : un marché d'Etat, un marché kolkhozien "libre", un marché parallèle. Si l'on n'a pas trouvé le produit recherché au magasin d'Etat, il est souvent possible de le trouver, en payant des prix deux à trois fois plus élevés sur le marché "libre" où l'augmentation annuelle des prix dépasse parfois 10%. Par exemple, si un kilo de viande vaut deux roubles (environ 12 F.) sur le marché "officiel", il vaut de 6 à 7 roubles sur le marché "libre". En tout état de cause, si on ne trouve un produit, ni sur le marché "officiel", ni sur le marché "libre", on peut toujours le trouver sur le marché "parallèle", ou marché "noir", à n'importe quel prix... Ces expédients permettent au gouvernement russe de repousser sur son territoire des augmentations de prix, alors que les pays du COMECON ont de plus en plus de difficultés à soutenir les prix de manière artificielle.

Si la Tchécoslovaquie continue tant bien que mal à subventionner la consommation, la tendance générale va à l'augmentation des prix. Ainsi, la Hongrie a enregistré, en décembre, la troisième hausse de l'année, et elle est spectaculaire : le sucre a augmenté de 50%, les matériaux de construction de 22% et la viande augmentera de 32 à 33% le 1er juillet 76... En Pologne, la réouverture des magasins privés a été autorisée par le gouvernement pour faire face au manque de pain et de viande, à l'heure même où il va livrer des pommes de terre au gouvernement français... La Pologne va donc se trouver bientôt acculée devant le problème de "réviser" les prix,

tout comme la Roumanie, la Tchécoslovaquie et l'URSS, tout comme les pays dits "occidentaux". Mais alors que les prix augmentent progressivement dans les pays de l'Ouest, ils subiront une augmentation d'autant plus brutale dans les pays de l'Est qu'ils étaient officiellement plus bas. Aussi cherche-t-on à les justifier à l'avance par des explications aussi fantaisistes les unes que les autres, pour tenter de nier le caractère capitaliste de la crise. Ou bien les difficultés viendraient des mauvaises conditions atmosphériques, causes de la mauvaise récolte de blé en URSS. Une telle dépendance aux conditions atmosphériques, à l'ère des voyages dans l'espace a de quoi faire rêver... Ou bien elles s'expliqueraient par la structure inadéquate de la gestion étatique, et le débat reprend comme s'il s'agissait d'opposer deux techniques de gestion : celle d'une plus grande centralisation au moyen d'un ordinateur géant, ou celle de la nécessité d'une plus grande autonomie des entreprises. Explications dans le seul but de réfuter le fait que l'économie capitaliste en décadence est par nature "anarchique" aussi bien dans le processus de production que dans le processus de distribution.

Ou bien il s'agirait d'un mauvais approvisionnement des magasins, d'une organisation et d'un fonctionnement anarchique du circuit commercial, d'erreurs bureaucratiques ou de gaspillages : et il n'y aurait pas pénurie réelle. On dissocie alors production et distribution, en prétendant que l'"anarchie" de l'une ne vient pas de l'autre, et on refuse ainsi, une fois de plus, de voir l'origine de ce "désordre" dans les rapports de production eux-mêmes. C'est nier le caractère capitaliste de la production en se cachant derrière les problèmes posés par la distribution : or, ou bien il y a satisfaction des besoins humains, ou bien il y a satisfaction des besoins du capitalisme, l'un et l'autre étant inconciliables.

Une autre explication très courante est qu'il y aurait pénurie de main-d'oeuvre. Certes en URSS le chômage a été "aboli" une fois pour toutes en 1930" et officiellement donc, tous les ouvriers travaillent. A première vue, l'argument de la pénurie de main-d'oeuvre pourrait par conséquent avoir un sens. Ceci dit, il est maintenant établi qu'en Europe de l'Est, le chômage prend la forme d'une sous-utilisation massive, tant du potentiel industriel que de la force de travail. En ce sens cet argument est parfaitement spécieux. Et il est contredit par la propagande officielle elle-même qui ne cesse d'insister sur la faible productivité du travail. On touche

là du doigt une des difficultés les plus graves affrontées par la bourgeoisie de ces pays : son incapacité croissante à imposer aux travailleurs l'exploitation que la situation requiert. Un proverbe russe a un certain succès en ce moment chez les ouvriers : "Ils font semblant de nous payer, alors nous faisons semblant de travailler". L'absentéisme prend quelquefois des proportions considérables pour permettre le "travail noir" ou parce qu'il fait "mauvais temps". En Pologne, il atteint le chiffre de 7% en moyenne, de 15% l'hiver. Mais la bourgeoisie préfère attribuer la faible productivité au manque de technicité des machines, alors que le matériel à haut rendement ne fonctionne qu'à 50 ou 60% de sa capacité. A croire que, vu le mauvais temps, les machines sont...grippées!

Toutes ces explications visent à donner à la crise mondiale dans les pays de l'Est et en URSS une spécificité différente de celle des pays dits, en opposition, "capitalistes". Il y aurait, soit un mauvais fonctionnement de la gestion et de la distribution, soit l'influence de la mauvaise volonté des ouvriers, soit encore, la contagion de "l'Ouest". C'est pour mieux nier le fait, encore plus évident ici que dans bien d'autres pays, que LA PENURIE ET LA SURPRODUCTION SONT DEUX ASPECTS INSEPARABLES DE LA CRISE MONDIALE DU CAPITALISME EN PERIODE DE DECADENCE.

De la même façon que certains accordent à la crise dans les pays de l'Est une spécificité propre, d'autres tendent à accorder à la lutte de la classe ouvrière polonaise ou russe un caractère différent de celui de la lutte de la classe ouvrière française ou espagnole. Et on doit voir ainsi, dans les émeutes de Gdansk de 1970-71, un "nouveau mouvement ouvrier"... Or, si la crise est la même, en Pologne et en Espagne, en URSS et en France, la lutte est partout la même. Les émeutes de Gdansk ne sont que le prolongement de la Commune de Paris et de la révolution russe de 17. Dans les causes qui la provoquent dans les pays de l'Est, il n'y a qu'une différence de degré, pas une différence de nature. Ce qui change, c'est la brutalité avec laquelle la bourgeoisie de ces pays augmente les prix, la brutalité avec laquelle elle "stimule" la productivité ; c'est la violence avec laquelle le prolétariat peut répondre à cette brutalité ; ce qui change, c'est le fait que le prolétariat s'oppose beaucoup plus directement à l'appareil d'Etat, qu'il s'appelle syndicat, milice, armée ou Parti communiste.

N.M.

REVOLUTION INTERNATIONALE est le groupe français du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

— Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

— La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

— La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

— La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

— Le rôle de l'organisation de révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs" mais de participer activement à la généralisation des luttes communistes et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

— Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes basés sur la loi de la valeur, -tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales- et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

— Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, Bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du dé-

clin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

— A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

— Toutes les formes de "fronts populaires", "fronts unis", "résistance anti-fasciste", comme la participation au parlement bourgeois sont des mystifications réactionnaires et des moyens de désarmer la classe ouvrière. Le rôle spécifique de ces activités, c'est d'entraver le processus qui mène à l'autonomie de la classe ouvrière et donc à la révolution prolétarienne.

— Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre

une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

NOTRE ACTIVITE

— L'inévitable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

— L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.



MANIFESTE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Le spectre de la Révolution Communiste est revenu hanter le monde. Pendant des décennies, les classes dirigeantes ont cru que les démons qui avaient agité le prolétariat au siècle dernier et au début de ce siècle, avaient été exorcisés pour toujours. Le fait est que, jamais, le mouvement ouvrier n'avait connu une défaite aussi terrible et aussi durable. La contre-révolution qui s'était abattue sur la classe ouvrière européenne après ses combats de 1848, celle qui avait suivi la tentative héroïque et désespérée de la Commune, le reflux et la démoralisation qui avaient ponctué l'échec de l'expérience de 1905 en Russie, n'étaient rien à côté de la chape de plomb qui a recouvert pendant un demi-siècle toutes les manifestations de la lutte de classe. Cette contre-révolution a été à la mesure de la frayeur éprouvée par la bourgeoisie face à la grande vague révolutionnaire qui a suivi la première guerre mondiale, la seule vague qui ait, jusqu'ici, réellement réussi à faire trembler le système capitaliste jusque dans ses fondements. Après s'être élevé sur de telles hauteurs, jamais le prolétariat n'avait connu un tel désastre, un tel désespoir, une telle honte. Et, face à lui, jamais la bourgeoisie n'avait manifesté une telle arrogance au point de présenter les plus grandes défaites de la classe comme des « victoires » pour celle-ci et de faire de l'idée même de Révolution une espèce d'anachronisme, de mythe hérité d'une époque révolue.

Mais, aujourd'hui, la flamme prolétarienne s'est rallumée à travers le monde. De façon souvent confuse, hésitante, mais avec des soubresauts qui parfois étonnent même les révolution-

naires, le géant prolétarien a relevé la tête et revient faire trembler le vieil édifice capitaliste. De Paris à Cordoba, de Turin à Gdansk, de Lisbonne à Shanghai, du Caire à Barcelone les luttes ouvrières sont redevenues un cauchemar pour les capitalistes. En même temps, et comme part de cette reprise générale de la classe sont réapparus des groupes et courants révolutionnaires qui se sont attelés à l'immense tâche de la reconstitution théorique et pratique d'un des instruments les plus importants du prolétariat : son parti de classe.

L'heure est donc venue pour les révolutionnaires d'annoncer à leur classe la perspective des combats qu'elle a d'ores et déjà engagés, de lui rappeler les enseignements de son passé pour qu'elle puisse se forger son avenir et également de dégager les tâches qui attendent les révolutionnaires eux-mêmes comme fruits et facteurs actifs de ce renouveau de la lutte du prolétariat.

Ce sont là les objectifs du présent manifeste.

LA CLASSE OUVRIERE SUJET DE LA REVOLUTION

Le prolétariat est la seule classe révolutionnaire de notre époque. Lui seul est en mesure, par la prise du pouvoir politique à l'échelle mondiale et par la transformation radicale des conditions et des buts de la production, de sortir l'humanité de la barbarie ou elle croupit.

L'idée que la classe ouvrière est la classe du communisme, que sa place dans le capitalisme en fait la seule classe capable de renverser celui-ci, était acquise il y a plus d'un siècle. Elle apparaît avec force dans la première manifestation programmatique rigoureuse du mouvement prolétarien : le Manifeste Communiste de 1848. Elle s'exprime en lettres de lumière dans la formule de l'Association Internationale des Travailleurs : « **L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes** » que, depuis, les générations de prolétaires se sont transmises comme un drapeau de leurs combats successifs contre le Capital. Mais le terrible silence dans lequel la classe est restée enfermée pendant un demi-siècle a permis l'éclosion de toutes sortes de théories sur « l'intégration définitive de la classe ouvrière », sur le prolétariat comme « classe pour le capital », sur la « classe universelle » ou les couches marginales comme sujets de la Révolution et autres vieilleries déguisées en « nouveautés » qui se sont jointes aux flots de mensonges de la bourgeoisie pour perpétuer la démoralisation des travailleurs et leur sujétion idéologique au Capital.

Ce que le Courant Communiste International réaffirme aujourd'hui en premier lieu avec force, c'est donc la nature révolutionnaire de la classe ouvrière et de nulle autre dans la période actuelle.

Mais le fait que cette classe, à l'opposé des classes révolutionnaires du passé, ne dispose dans la société qu'elle doit transformer d'aucun pouvoir économique préluce à son pouvoir politique, lui impose la conquête de ce dernier comme première condition de cette transformation. Par suite, contrairement aux révolutions de la bour-

geoisie qui avançaient de succès en succès, la révolution prolétarienne vient nécessairement couronner une suite de défaites partielles mais tragiques. Et plus les combats de la classe sont puissants, plus ses défaites sont terribles.

La grande vague révolutionnaire qui met fin à la première guerre mondiale et qui se poursuit pendant une décennie, est une confirmation éclatante de ces deux réalités : la classe ouvrière comme seul sujet de la révolution communiste et la défaite comme compagne de sa lutte jusqu'à sa victoire définitive. Cet immense mouvement révolutionnaire qui renverse l'Etat bourgeois en Russie, fait trembler celui des autres pays d'Europe et se répercute comme un écho assourdissant jusqu'en Chine, proclame qu'à un système entré dans sa phase d'agonie le prolétariat s'apprête à donner le coup de grâce, qu'il se dispose à exécuter la sentence prononcée par l'histoire contre le capitalisme. Mais incapable d'élargir à l'échelle du monde le premier succès de 1917, la classe ouvrière est finalement vaincue et écrasée. C'est alors de façon négative que se confirme la nature révolutionnaire exclusive de celle-ci : c'est parce que cette classe échoue dans la révolution et que nulle autre catégorie sociale ne peut la faire à sa place, que la société continue à s'enfoncer inexorablement dans une barbarie croissante.

LA DECADENCE DU CAPITALISME

La **décadence du capitalisme** qui se poursuit depuis la première guerre mondiale et à laquelle, en l'absence de Révolution prolétarienne, la société ne peut échapper, apparaît d'ores et déjà comme la pire période de l'histoire de l'humanité.

Dans le passé, celle-ci avait connu des périodes de décadence avec leur cortège de calamités et de souffrances indicibles. Mais celles-ci étaient peu de chose à côté de ce que l'humanité supporte depuis 60 ans. Les décadences des autres sociétés voyaient se développer les disettes et les famines mais jamais, comme aujourd'hui, une telle misère humaine n'a cotoyé un tel gaspillage de richesses. A l'heure où l'homme s'est rendu maître de techniques merveilleuses qui lui permettraient de dominer la nature à son service, il reste soumis aux caprices de celle-ci, aux catastrophes « naturelles », climatiques ou agricoles, dans des conditions encore plus tragiques que par le passé. Pire, la société capitaliste est la première de l'histoire qui, dans sa phase de déclin, ne puisse survivre qu'à travers des destructions cycliques et massives d'une partie toujours croissante d'elle-même. Certes les autres périodes de décadence étaient riches en affrontement entre fractions de la classe dominante, mais celle dans laquelle nous vivons est enfermée dans un cycle inexorable et infernal de crise-guerre généralisée-reconstruction-crise... qui fait payer au genre humain un terrible tribut de mort et de souffrance. Aujourd'hui, ce sont des techniques d'un raffinement scientifique inouï qui sont mises à contribution pour augmenter le pouvoir de destruction et de mort des Etats capitalistes, si bien que c'est par dizaines de millions que se chiffrent les victimes des guerres impérialistes ainsi que celles des génocides systématiques et industriels dans lesquels le fascisme et le stalinisme se sont illustrés dans le passé et qui nous menacent sans cesse.

D'une certaine façon, il semble que l'humanité doit payer le règne de la liberté auquel sa domination de la technique doit lui permettre d'accéder enfin, par le règne des atrocités les plus terribles permises par cette même domination.

Au milieu de ce monde de ruines et de convulsions s'est développé comme un cancer cet organe garant de la stabilité et de la conserva-

tion sociales : l'Etat. Celui-ci s'est immiscé dans les rouages les plus intimes de la société et en particulier dans sa base économique. Tel le dieu Moloch de l'antiquité, sa machine monstrueuse, froide et impersonnelle a dévoré la substance de la société civile et de l'homme. Et loin de constituer un quelconque « progrès », le capitalisme d'Etat qui, sous toutes sortes de formes juridiques et idéologiques, avec les instruments de gouvernement les plus barbares, s'est emparé de l'ensemble de la planète, est une des manifestations les plus brutales de la putréfaction de la société capitaliste.

LA CONTRE-REVOLUTION

Mais l'instrument le plus efficace qu'à développé le capitalisme en décadence pour assurer sa survie, a été la récupération systématique de toutes les formes de luttes et d'organisation que la classe ouvrière avait héritées du passé et que le changement de perspective historique a rendu caduques. Toutes les tactiques syndicales, parlementaires, frontistes qui avaient un sens et une utilité pour la classe ouvrière au siècle dernier, sont devenus autant de moyens de paralyser sa lutte et ont constitué l'arme essentielle de la Contre-Révolution. Par suite, c'est justement parce que toutes ses défaites ont pu lui être présentées comme autant de « victoires » que la classe ouvrière s'est enfoncée dans la plus terrible contre-révolution qu'elle ait connue. C'est sans doute le mythe frauduleux de « l'Etat socialiste » issu de la Révolution en Russie et présenté comme bastion du prolétariat alors qu'il n'était devenu rien d'autre que le défenseur du capital national étatisé, qui a constitué l'arme essentielle, tant d'embrigadement que de démoralisation du prolétariat. Les prolétaires du monde entier en qui l'embrasement de 1917 avait fait naître un espoir immense étaient maintenant invités à soumettre inconditionnellement leurs luttes à la défense de la « patrie socialiste » et à ceux qui commençaient à deviner la nature anti-ouvrière de celle-ci, l'idéologie bourgeoise se chargeait d'inculquer l'idée que la Révolution ne pouvait avoir d'autre aboutissement que celui qu'elle avait eu en Russie : l'apparition d'une nouvelle société d'exploitation et d'oppression. Démoralisée par ses échecs des années 20 mais plus encore par ses divisions entre, d'un côté, ceux qui éblouissent par Octobre, n'avaient pas su distinguer sa dégénérescence et la trahison des partis qui s'en réclamaient, d'un autre côté, ceux qui avaient perdu tout espoir en la Révolution, la classe ouvrière ne pouvait mettre à profit la crise générale du système des années 30 pour reprendre l'offensive. Au contraire, de « victoire en victoire », elle était menée pieds et poings liés à la seconde guerre impérialiste qui, à l'opposé de la première ne devait pas lui permettre de surgir de façon révolutionnaire mais dans laquelle elle devait être embrigadée dans les grandes « victoires » de la « résistance », de « l'antifascisme » ou bien des « libérations » coloniales et nationales.

Les étapes principales du reflux et de l'intégration du prolétariat dans la société bourgeoise ainsi que des partis de la III^e Internationale, apparaissent comme autant de coups de poignards reçus par le mouvement de la classe : **1920-21** : Lutte de l'Internationale Communiste contre sa gauche sur les questions parlementaire et syndicale.

1922-23 : Adoption par l'Internationale Communiste, des tactiques de « Front Unique » et de « Gouvernement ouvrier » qui aboutit en Saxe et en Thuringe à des gouvernements de coalition entre les communistes et les sociaux-démocrates bourreaux du prolétariat allemand alors que celui-ci est encore dans la rue.

1924-26 : Apparition de la théorie de la « construction du socialisme dans un seul pays » : l'abandon de l'internationalisme traduit la mort

de l'Internationale Communiste et le passage de ses partis dans le camp de la bourgeoisie.

1927 : Soutien politique et militaire de l'Internationale Communiste à Tchang Kaï Chek qui aboutit au massacre, par les troupes de celui-ci, du prolétariat et des communistes chinois.

1933 : Triomphe de Hitler.

1934 : Entrée de la Russie dans la Société des Nations, qui signifie la reconnaissance par les brigands qui s'y regroupent d'un de leurs pairs : cette grande « victoire » est en fait le symbole d'une grande défaite du prolétariat.

1936 : Création des « Fronts populaires » et politique de « Défense Nationale » qui, avec l'accord de Staline conduit les partis « communistes » à voter les crédits militaires.

1936-39 : Débauche anti-fasciste : en Espagne, massacre des travailleurs au service de la Démocratie et de la République.

1939-45 : Seconde guerre mondiale et embrigadement du prolétariat dans la « Résistance ». Dans cette guerre, la bourgeoisie, instruite par ses expériences antérieures, étouffe dans l'œuf, en occupant militairement chaque pouce de terrain des pays vaincus, toute velléité prolétarienne. Incapable d'imposer la fin de la guerre par son propre mouvement, comme ce fut le cas en **1917-18**, la classe en sort d'autant plus vaincue. **1945-65** : Reconstruction et « libération » nationale : le prolétariat est invité à relever le monde de ses ruines en échange des quelques miettes que le développement de la production permet à la bourgeoisie de lui distribuer. Dans les pays arriérés, le prolétariat est enrôlé par la bourgeoisie nationale au nom de l'indépendance contre l'impérialisme.

LES FRACTIONS COMMUNISTES DE GAUCHE

Au milieu de cette débandade de la classe et de ce triomphe absolu de la Contre-Révolution, les fractions communistes de gauche qui se dégagent des partis en dégénérescence entreprennent une tâche difficile de sauvegarde des principes révolutionnaires. Elles doivent s'opposer aux forces conjuguées de toutes les fractions de la bourgeoisie, déjouer les mille pièges que celle-ci leur tend, elles doivent faire face au poids terrible de l'idéologie ambiante dans leur propre classe, affronter l'isolement, la persécution physique, la démoralisation, l'épuisement, la disparition et la dispersion de leurs membres. Tendait d'établir un pont entre les anciens partis du prolétariat passés à l'ennemi et ceux que celui-là fera ressurgir au moment de sa prochaine reprise révolutionnaire, les fractions communistes de gauche produisent un effort surhumain et héroïque pour, à la fois, garder en vie les principes prolétariens que l'Internationale et ses partis se sont mis à vendre aux enchères et, à la fois, à partir de ces principes, faire un bilan des défaites passées pour en dégager les nouveaux enseignements que la classe devra faire siens dans ses combats futurs. Pendant des années, les différentes fractions, plus particulièrement les gauches allemande, hollandaise et surtout italienne, poursuivent une activité remarquable de réflexion et de dénonciation des trahisons des partis qui continuent à se dire prolétariens. Mais la Contre-Révolution est trop profonde et trop longue pour permettre la survie des fractions. Durement frappées par la seconde guerre mondiale et par le fait que celle-ci ne provoque aucun ressurgissement de la classe, les dernières fractions qui ont survécu jusqu'alors disparaissent progressivement ou bien s'engagent dans un processus de dégénérescence, de sclérose ou de régression. Avec ce fait, pour la première fois depuis plus d'un siècle, se rompt le lien organique qui à travers le temps et l'espace unissait les unes aux autres, les différentes organisations politiques du prolétariat telles que la Ligue des

Communistes, la première, la seconde, la troisième Internationale et les fractions qui en sont issues.

La bourgeoisie est arrivée momentanément à ses fins : faire taire toute expression politique de la classe, faire apparaître, sans possibilité de contestation, la Révolution comme un anachronisme poussièreux, un vestige d'une autre époque, une spécialité exotique réservée aux pays arriérés, ou bien encore en falsifier totalement la signification aux yeux des travailleurs.

LA CRISE DU CAPITALISME

Mais depuis une dizaine d'années, maintenant, cette perspective a changé de façon fondamentale. La situation de « prospérité » économique qui accompagnait la reconstruction d'après-guerre et que non seulement les adorateurs du capitalisme mais encore certains qui se présentaient comme ses ennemis, se plaisaient à présenter comme éternelle, a pris fin une fois terminée cette reconstruction. A partir du milieu des années 60, après deux décennies de croissance euphorique, le système capitaliste s'est retrouvé confronté à un cauchemar qu'il croyait réservé à l'imagerie d'Epinal de l'avant-guerre : la Crise. Celle-ci qui, depuis cette période, est allée en s'approfondissant de façon inexorable, constitue un triomphe éclatant de la théorie marxiste dont toutes sortes de falsificateurs appointés par la bourgeoisie, d'universitaires en mal de « nouveauté », de pseudo-révolutionnaires de la chaire, de prix Nobel et d'académiciens, « d'experts » et de « sommités » ainsi que toutes sortes de « sceptiques » et d'aigris, n'ont cessé de clamer le « dépassement », la « caducité » et la « faillite ».

LA REPRISE PROLETARIENNE

Avec l'approfondissement du désordre économique, la société se trouve de nouveau confrontée avec l'alternative inévitable ouverte par chaque crise aiguë de la période de décadence : guerre mondiale ou Révolution Proletarienne.

Mais aujourd'hui, la perspective est radicalement différente de celle qu'avait ouverte la grande catastrophe économique des années 30. A cette époque, le prolétariat, vaincu, n'avait pas la force de mettre à profit cette nouvelle faillite du système pour se lancer à son assaut et, au contraire, celle-ci avait eu, comme effet, d'aggraver encore sa défaite.

Le prolétariat actuel est différent de celui de l'entre deux guerres. D'une part, comme l'ensemble de piliers des l'idéologie bourgeoise, les mystifications qui ont, dans le passé, écrasé la conscience prolétarienne, se sont en partie épuisées progressivement : le nationalisme, les illusions démocratiques, l'anti-fascisme, utilisés intensivement pendant un demi-siècle n'ont plus leur impact d'hier. D'autre part, les nouvelles générations ouvrières n'ont pas subi les défaites des précédentes. Les prolétaires qui aujourd'hui s'affrontent à la crise, s'ils n'ont pas l'expérience de leurs aînés, ne sont pas prostrés non plus dans la même démoralisation.

La formidable réaction que, dès 1968-69, la classe ouvrière a opposée aux premières manifestations de la crise signifie que la bourgeoisie n'est pas en mesure d'imposer aujourd'hui la seule issue qu'elle puisse pour sa part trouver à cette crise : un **nouvel holocauste mondial**. Auparavant, elle doit pouvoir vaincre la classe ouvrière : la perspective actuelle n'est donc pas guerre impérialiste mais guerre de classe généralisée. Même si la bourgeoisie poursuit ses préparatifs pour la première, c'est la seconde qui, de plus en plus, tend à accaparer ses préoccupations : l'augmentation prodigieuse des ventes d'armes de guerre, seul secteur qui ne pâtisse pas de la crise, masque pour le moment, le ren-

forcement général et non moins systématique des dispositifs de répression, de lutte contre la « subversion », de la part des Etats capitalistes. Mais ce n'est pas tant de cette dernière façon que le Capital se prépare aux affrontements de classe, mais plutôt en mettant en place toute une série de moyens d'encadrement du prolétariat et de détournement de ses luttes. En effet, à une combativité ouvrière intacte et en plein renouveau, la bourgeoisie peut de moins en moins opposer la simple répression ouverte qui risque d'agir plus comme unificateur des luttes que comme éteignoir de celles-ci.

LES ARMES DE LA BOURGEOISIE

Avant d'être en mesure de se livrer à une répression en règle, elle commencera, comme par le passé, à tenter de démoraliser les ouvriers en dévoyant leurs luttes et en les détournant vers des impasses. Et pour cela elle mettra surtout en avant trois thèmes essentiels de mystification qui tous auront pour fonction de lier la classe à son capital national et à son Etat : **« l'antifascisme », « l'autogestion » et « l'indépendance nationale ».**

L'antifascisme, confronté à des circonstances historiques différentes de celles des années 30, puisqu'il n'aura pas en face de lui un « fascisme » bien « concret » comme ceux de Hitler et Mussolini et qu'il ne se donnera pas pour tâche immédiate la préparation de la guerre impérialiste, aura un sens plus large que par le passé. A l'Est comme à l'Ouest, c'est au nom de la défense des « conquêtes » démocratiques, des « libertés » contre les menaces « réactionnaires », « autoritaires », « répressives », « fascistes » ou même « stalinienne », que les fractions « de gauche », « progressistes », « démocratiques » ou « libérales » du capital vont s'attaquer aux luttes prolétariennes. De plus en plus, les ouvriers auront le désarroi d'apprendre qu'ils sont les pires agents de la « réaction » et de la « contre-révolution » à chaque fois qu'ils s'avisent de lutter pour la défense de leurs intérêts.

L'autogestion, dont le mythe sera favorisé par les faillites en série que la crise provoque sur son passage ainsi que par une réaction compréhensible contre la main-mise bureaucratique de l'Etat sur l'ensemble de la société, sera également une arme de choix mise en avant par la gauche du capital contre les travailleurs ; ceux-ci devront repousser les chants de sirènes de toutes les forces capitalistes qui, au nom d'une « démocratisation » de l'économie, de « l'expropriation » des patrons ou de l'établissement de « rapports communistes » ou « plus humains » voudront, en fait, les faire participer à leur propre exploitation et s'opposer à leur unification en les divisant en autant d'entreprises ou en autant de quartiers.

L'indépendance nationale, enfin, version moderne de la « défense nationale » de sinistre mémoire, fera flèche de tout bois, particulièrement dans les pays les plus faibles, là où elle constitue justement un non-sens total, pour appeler à l'union entre classes contre tel ou tel impérialisme, pour rejeter la responsabilité de la crise et de l'aggravation de l'exploitation sur les « visées hégémoniques » de tel ou tel pays, sur les « multinationales » et autre capitalisme « apartheid ».

Au nom de l'une ou l'autre de ces mystifications ou de toutes en même temps, le Capital appellera partout les travailleurs à renoncer à leurs revendications et à faire des sacrifices en attendant que la crise soit surmontée. Comme par le passé, les partis de gauche et « ouvriers » se distingueront dans cette besogne répugnante

et à côté d'eux, ils pourront compter sur le soutien « critique » des courants gauchistes de tout acabit qui propagent les mêmes mystifications et les mêmes mensonges mais avec des méthodes et un langage plus radicaux. Il y a cinquante-sept ans, le **Manifeste de l'Internationale Communiste** mettait déjà en garde la classe ouvrière contre ces dangers :

« Les opportunistes qui, avant la guerre, incitaient les ouvriers à modérer leurs revendications au nom du passage progressif au socialisme, qui exigèrent pendant la guerre l'humiliation de classe et la soumission de classe du prolétariat au nom de l'union sacrée et de la défense de la patrie, demandent encore au prolétariat de nouveaux sacrifices et abnégations afin de surmonter les effroyables conséquences de la guerre. Si de tels prêches trouvaient audience au sein de la classe ouvrière, le développement capitaliste poursuivrait son redressement sur les cadavres de plusieurs générations avec des formes nouvelles encore plus concentrées et plus monstrueuses, avec la perspective d'une nouvelle et inévitable guerre mondiale ».

L'histoire a montré, par une tragédie sans nom, combien était clairvoyante la dénonciation des mensonges bourgeois par les révolutionnaires de 1919. Aujourd'hui, à l'heure où la bourgeoisie remet sur pied son formidable arsenal politique qui lui a permis, dans le passé, de contenir et de vaincre le prolétariat, le Courant Communiste International revendique hautement les paroles de l'Internationale Communiste et les adresses de nouveau à sa classe.

« Prolétaires, souvenez-vous de la guerre impérialiste ! » clamait l'Internationale Communiste. **Prolétaires d'aujourd'hui, souvenez-vous de la barbarie du demi-siècle écoulé et imaginez ce qui attend l'humanité si, cette fois encore, vous ne repoussez pas avec assez de vigueur les discours enjôleurs de la bourgeoisie et de ses laquais !**

LE DEVELOPPEMENT DE LA LUTTE ET DE LA CONSCIENCE DU PROLETARIAT

Mais si la classe capitaliste fourbit ses armes avec méthode, le prolétariat de son côté, n'est pas cette victime soumise qu'elle aimerait rencontrer en face d'elle. Même si elles présentent des aspects défavorables, les conditions dans lesquelles il a repris sa lutte doivent être fondamentalement à son avantage. En effet, pour la première fois de l'histoire, un mouvement révolutionnaire de la classe ne se développe pas à la suite d'une guerre mais accompagne une crise économique du système. Certes, la guerre avait eu le mérite de faire comprendre rapidement au prolétariat la nécessité de lutter sur le terrain politique et avait entraîné dans le sillage de cette classe, une bonne partie des couches non prolétariennes autres que la bourgeoisie, mais elle n'avait constitué un facteur puissant de prise de conscience que pour les prolétaires des pays du champ de bataille et plus particulièrement des pays vaincus. La crise qui se développe aujourd'hui n'épargne aucun des pays du monde et plus la bourgeoisie essaye d'en ralentir le cours, plus elle en étend ses effets. De ce fait, jamais une montée de la classe n'avait connu l'ampleur de celle d'aujourd'hui. Son rythme en est certes lent et irrégulier mais son extension vient confondre les prophètes de la défaite qui ne cessent de pérorer sur le caractère soi-disant « utopique » d'un mouvement révolutionnaire du prolétariat à l'échelle mondiale. Par ailleurs, puisque celui-ci affronte aujourd'hui les tâches immenses qui sont les siennes - et c'est la cause du caractère irrégulier de son mouvement - en ayant perdu l'essentiel de ses traditions de lutte et la totalité de ses organisations de classe, il devra mettre à profit le développement lent de la crise qui le

frappe et qui rythme sa réponse de classe, pour développer systématiquement les unes et les autres. C'est à travers ses luttes économiques successives qu'il reprendra conscience du caractère politique de son combat. C'est en multipliant et en élargissant ses luttes partielles qu'il se forgera les instruments de son affrontement général. Face à ces luttes, le Capital se multipliera en lamentations et utilisera le fait, réel, qu'il ne peut rien accorder, pour appeler les ouvriers à la « modération » et au « sacrifice ». Mais ceux-ci comprendront, au contraire, que si ces luttes sont infructueuses et donc défaites sur le plan strictement économique, elles sont la condition même de la victoire décisive puisque chacune d'elles est un pas de plus dans leur compréhension de la faillite totale du système et de la nécessité de le détruire.

Contre tous les préceptes de la « prudence » et du « réalisme », les travailleurs apprendront que le véritable succès d'une lutte n'est pas dans son résultat immédiat qui, même positif, est toujours menacé par l'approfondissement de la crise. **Non, la véritable victoire, c'est la lutte elle-même, ce sont l'organisation, la solidarité et la conscience que celle-ci développe.**

Contrairement donc aux luttes qui se sont développées dans la grande crise de l'entre-deux-guerres et dont l'inévitable défaite ne produisait qu'une démoralisation et une prestation encore plus grandes, les luttes actuelles sont autant de jalons vers la victoire finale, et le découragement momentané provoqué par les défaites partielles se transformera en un sursaut de colère, de détermination et de conscience qui viendra féconder les luttes qui les suivront.

En s'aggravant la crise vient arracher les quelques « avantages » dérisoires que la reconstruction avait pu distribuer aux prolétaires en échange d'une exploitation chaque jour plus systématique et scientifique. Au fur et à mesure de son développement, par le chômage ou par les baisses massives des salaires réels, elle plonge dans une misère croissante un nombre toujours plus grand de travailleurs. Mais par les souffrances qu'elle provoque, elle met à nu le caractère barbare des rapports de production qui emprisonnent la société. Contrairement aux classes bourgeoises et petites bourgeoises et à leurs chantres qui ne voient dans la crise qu'une calamité et qui l'accueillent avec des lamentations désespérées, les prolétaires se doivent de la saluer, de reconnaître en elle, avec enthousiasme, un souffle régénérateur qui balayera les liens qui les rattachent au vieux monde créant ainsi les conditions de leur émancipation.

L'ORGANISATION DES REVOLUTIONNAIRES

Mais, quelle que soit l'intensité des luttes menées par la classe, cette émancipation ne pourra intervenir que si celle-ci est capable de se donner une de ses armes les plus précieuses et dont la carence lui a coûté si cher dans le passé : son parti révolutionnaire.

C'est sa place dans le système qui fait du prolétariat la classe révolutionnaire. Les conditions indispensables à son activité comme telle sont créées par la décadence et la crise aiguë de ce système. Mais toutes les expériences historiques enseignent que cela ne suffit pas si, en même temps, elle ne parvient pas à se hisser à un niveau suffisant de conscience et à se doter de l'instrument à la fois produit et facteur actif de cet effort : son avant-garde communiste. Celle-ci n'est pas le produit mécanique des luttes de la classe. Même si les combats présents et futurs constituent le sol nourricier indispensable au développement de cette avant-garde, celle-ci ne pourra se constituer et accomplir sa tâche que si les révolutionnaires que la classe secrète prennent pleinement conscience de leurs responsabilités et s'arment de la volonté d'être à la hauteur de celles-ci. En particulier les tâches indispensables de réflexion théorique, de dénonciation systématique des mensonges de la bourgeoisie et d'intervention active dans les luttes de la classe ne pourront être menées à bien par les révolutionnaires d'aujourd'hui que s'ils rétablissent le lien politique qui, à travers le temps et l'espace est la condition fondamentale de leur activité. En d'autres termes, pour accomplir la fonction pour laquelle la classe les a produits, les révolutionnaires doivent s'appropriier les acquis des luttes et des courants communistes du passé, de même qu'ils doivent regrouper leurs forces à l'échelle de leur classe, à l'échelle mondiale.

Mais leurs efforts dans ces deux directions sont encore lourdement handicapés par la rupture totale de continuité organique avec les fractions du passé. Le rétablissement de l'indispensable continuité politique avec ces fractions, qui avaient recueilli et développé l'essentiel des enseignements de toute l'expérience passée de la classe, en a été d'autant retardé et entravé pour les courants révolutionnaires que la classe fait surgir de nouveau. Ceux-ci ont, en particulier, les plus grandes difficultés à comprendre deux choses : leur fonction spécifique dans la classe et surtout l'ensemble des questions d'organisation pour lesquelles, justement, ils ne disposent pratiquement d'aucune expérience propre. De plus, la décomposition des couches petites bourgeoises et leur prolétarianisation qui, dès ses débuts, étaient un boulet au pied du mouvement ouvrier mais que la décadence et la crise viennent accélérer et accentuer, renforcent d'autant plus ces difficultés. En particulier, les scories du « mouvement étudiant », expression typique de la crise de la petite bourgeoisie intellectuelle et qui a connu son apogée au moment où la classe a retrouvé le chemin de la lutte, sont venues encombrer la conscience des organisations révolutionnaires. Les cultes de la « nouveauté », de la « singularité », de la phrase, de l'individu, de la « désaliénation » et même du « spectacle » qu'on se plaisait pourtant à dénoncer, ces cultes donc, qui sont le propre de cette variété de la petite bourgeoisie, ont réussi souvent à transformer en sectes travaillées par des questions mesquines et des ambitions personnelles de nombreux groupes que la classe avait fait surgir dès sa reprise.

De facteurs positifs, ces groupes sont devenus alors un obstacle au processus de prise de conscience du prolétariat et, s'ils persistent, au nom de divergences inventées ou secondaires, à s'opposer à la tâche de regroupement des forces révolutionnaires, le mouvement de cette classe les détruira impitoyablement.

Avec ses moyens encore modestes, le **Courant Communiste International** s'est attelé à la tâche longue et difficile du regroupement des révolutionnaires à l'échelle mondiale autour d'un programme clair et cohérent. Tournant le dos au monolithisme des sectes, il appelle les communistes de tous les pays à prendre conscience des responsabilités immenses qui sont les leurs, à abandonner les fausses querelles qui les opposent, à surmonter les divisions factices que le vieux monde fait peser sur eux. Il les appelle à se joindre à cet effort afin de constituer, avant les combats décisifs, l'organisation internationale et unifiée de son avant-garde.

Fraction la plus consciente de la classe, les communistes se doivent de lui montrer son chemin, en faisant leur le mot d'ordre :

« Révolutionnaires de tous les pays, unissez-vous ! »

AUX PROLETAIRES

Prolétaires du monde entier,

Les combats dans lesquels vous vous êtes engagés sont les plus importants de l'histoire de l'humanité. Sans eux, celle-ci est destinée à connaître un troisième holocauste impérialiste dont on ne peut prévoir que l'horreur des conséquences mais qui pourrait signifier pour elle un retour en arrière de plusieurs siècles ou de plusieurs millénaires, un pourrissement sur pied excluant tout espoir de socialisme ou bien sa destruction pure et simple. Jamais une classe n'a porté en elle de telles responsabilités et un tel espoir. Les sacrifices terribles qu'elle a déjà consentis dans ses luttes du passé et ceux, peut-être encore plus terribles, que la bourgeoisie aux abois lui imposera encore n'auront pas été vains.

Sa victoire signifiera, pour le genre humain, la libération définitive des chaînes qui l'ont soumis aux lois aveugles de la nature et de l'économie. Elle marquera la fin de la préhistoire de l'humanité et le début de son histoire véritable. Elle établira le règne de la liberté sur les ruines du règne de la nécessité.

Prolétaires, pour les combats titanesques qui vous attendent, pour vous préparer à l'assaut final contre le monde capitaliste, pour l'abolition de l'exploitation, pour le communisme, faites vôtre le vieux cri de guerre de votre classe :

**"PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS,
UNISSEZ-VOUS !"**



SUPPLEMENT A

INTERNATIONALISME

210 Amerikalei

2000 Antwerpen

BELGIQUE

ET A

REVOLUTION INTERNATIONALE

B.P. 219 75827 Paris

CEDEX 17

FRANCE

Imprimerie Gilles Tautin

4, Passage Dieu

75 00 20 Paris